



ZONE D'ACTIVITE DU VERN  
29400 Landivisiau

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**DOSSIER EN REPONSE A LA DEMANDE DE  
COMPLEMENTS**

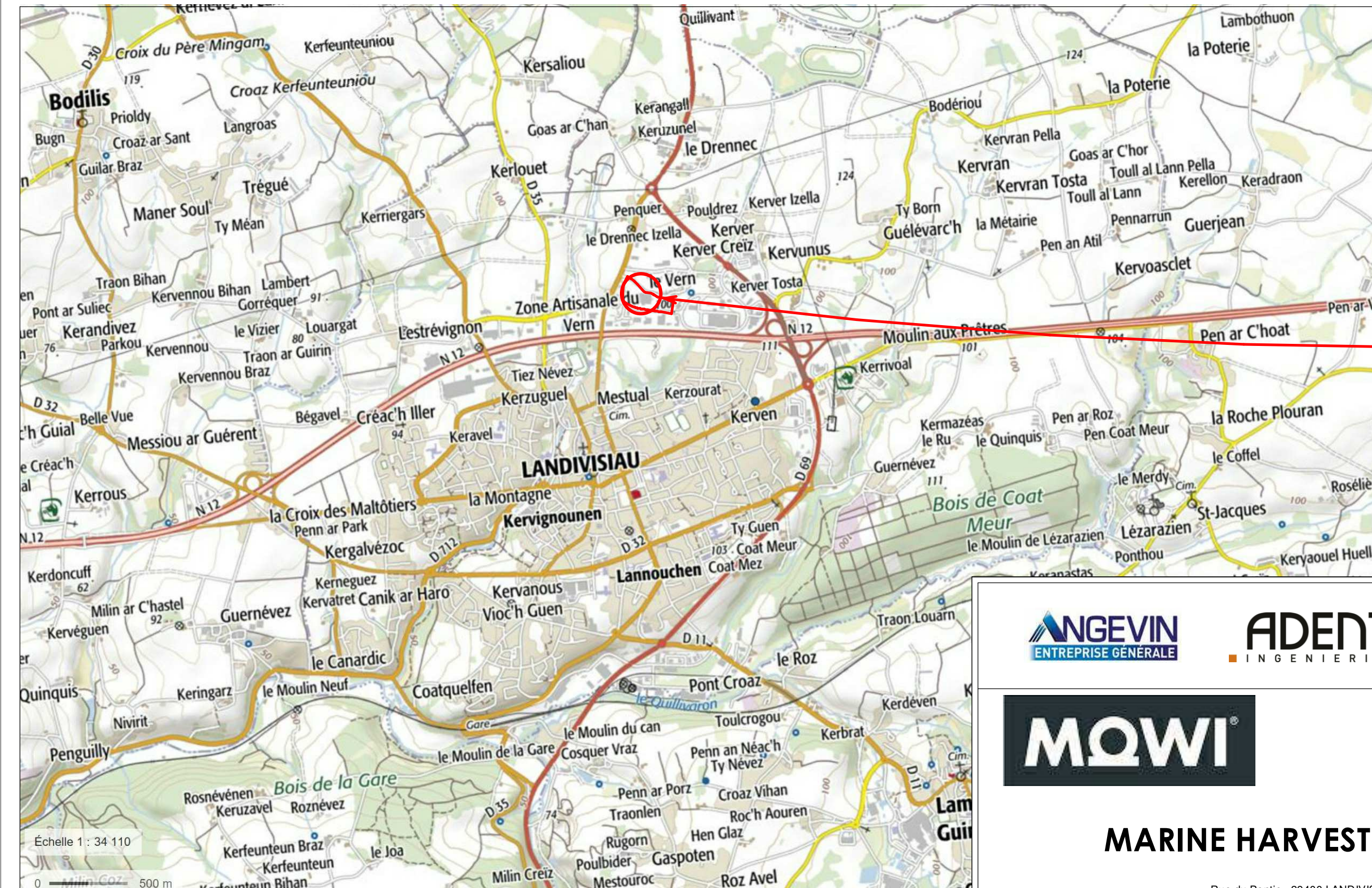
**PIECES JOINTES**

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version	MARINE HARVEST KRITSEN
19/11/2020	19292492	MB	AB	2.0	Demande d'enregistrement

## TABLE DES MATIERES

P.J. n°1.	Carte au 1/25000 .....	3
P.J. n°2.	Plan au 1/1000 et rayon des 100 mètres.....	4
P.J. n°3.	Plan au 1/300 et rayon des 35 mètres.....	5
P.J. n°4.	Conformité du projet avec les documents d'urbanisme .....	6
P.J. n°5.	Capacités techniques et financières .....	7
P.J. n°6.	Respect des prescriptions générales (rubrique 2221 – enregistrement) .....	8
P.J. n°10.	Récépissé de la demande de permis de construire (15/10/19).....	9
	Accord du permis de construire (06/01/20) .....	9
	Dossier de demande de modification du permis délivré (13/02/20) .....	9
	Récépissé de la demande de modification (13/02/20).....	9
	Accord du permis de construire modificatif (17/04/20).....	9
P.J. n°12.	Compatibilité avec les plans et programmes.....	10

P.J. n°1. Carte au 1/25000



PROJET



## MARINE HARVEST KRITSEN

Rue du Pontic - 29400 LANDIVISIAU

CONSTRUCTION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE SAUMON FUME

Un carte avec l'emplacement de l'installation projetée

ICPE 01

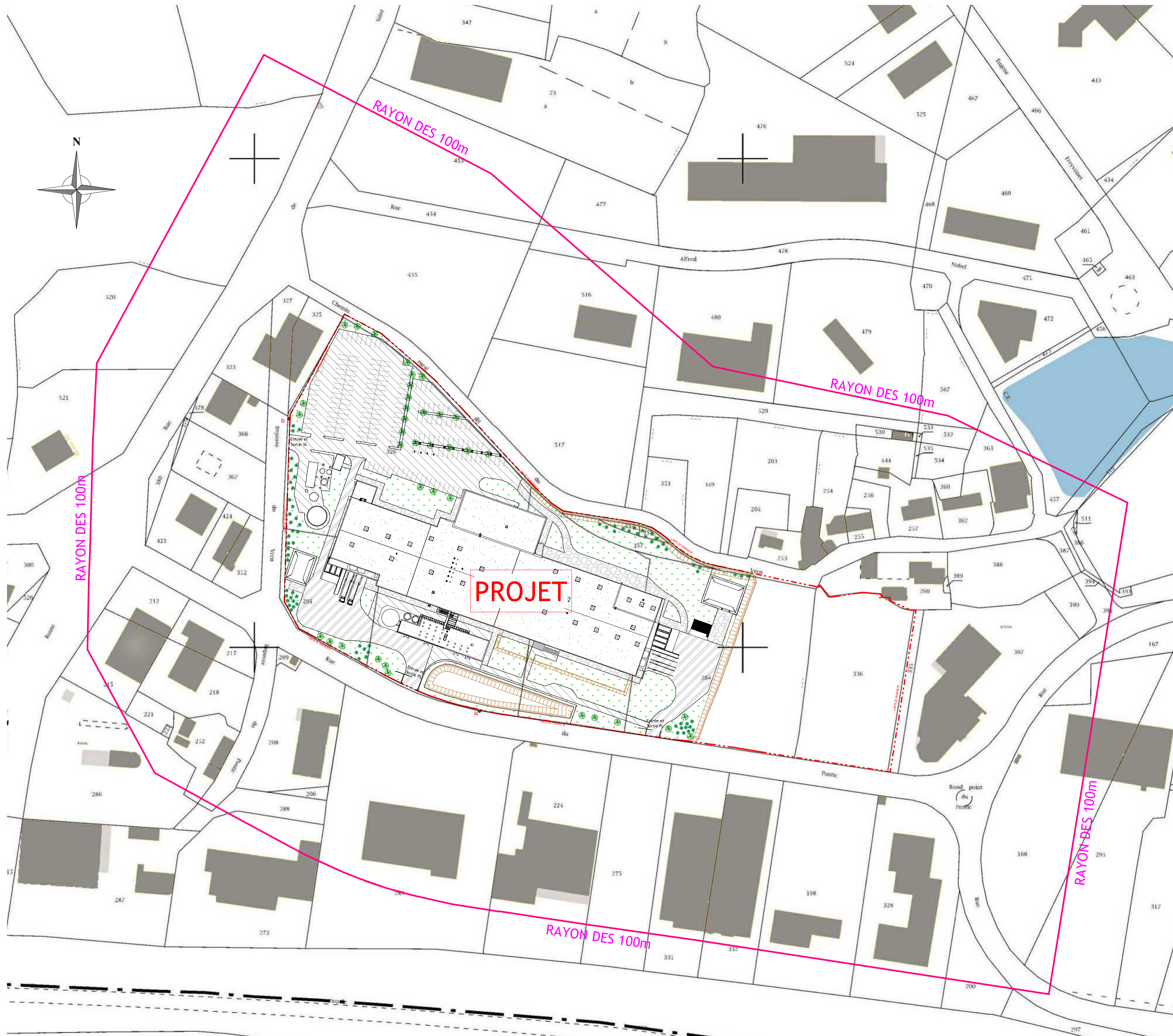
CES PLANS SONT LA PROPRIÉTÉ DE L'ARCHITECTURE RENIER ET NE PEUVENT ÊTRE REPRODUITS SANS SON AUTORISATION.




03/04/20

DESSINATEUR: SC

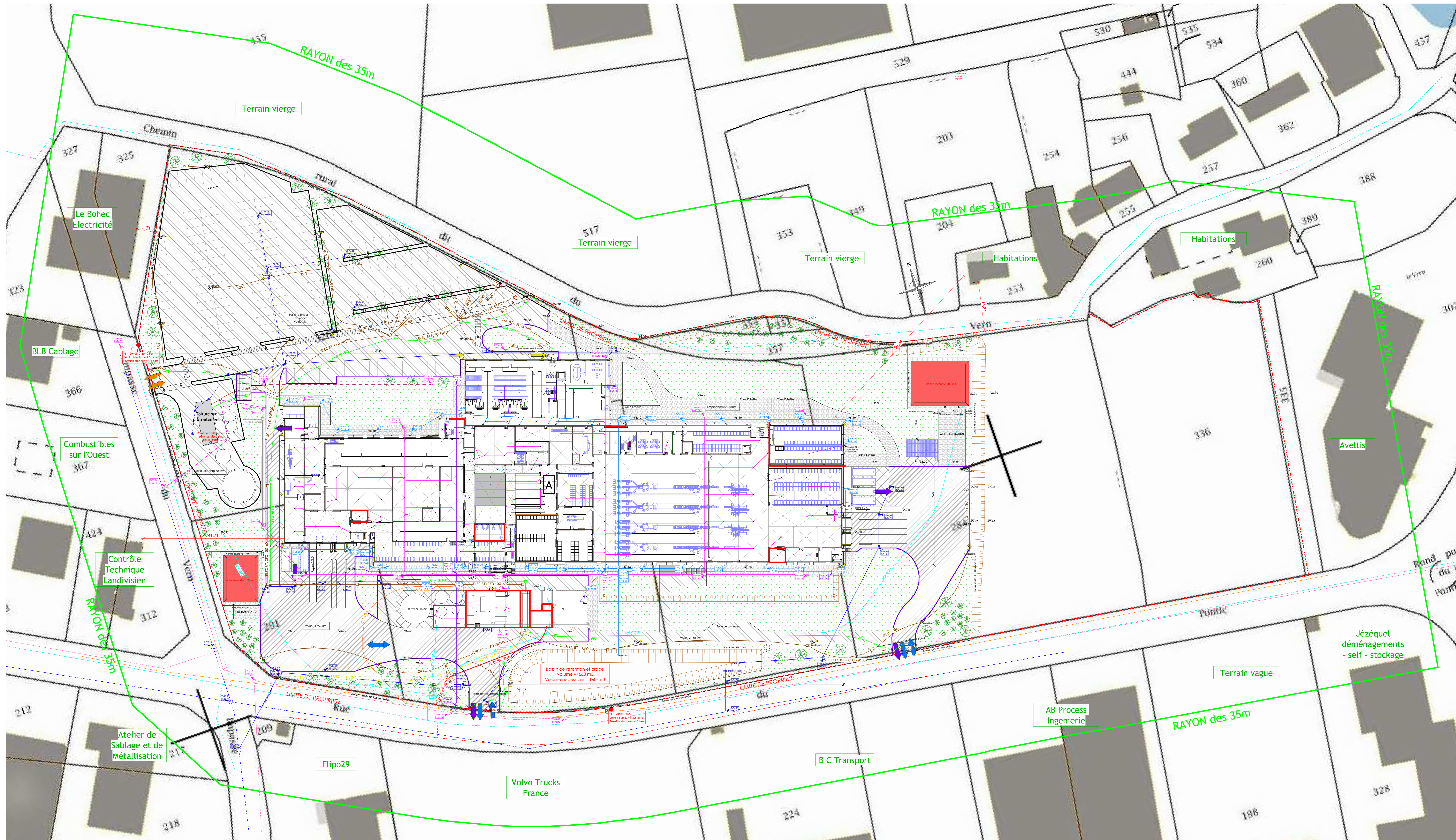
1 : 25000

P.J. n°2. Plan au 1/1000 et rayon  
des 100 mètres



		
		
<b>MARINE HARVEST KRITSEN</b>		
Rue du Pontic - 29400 LANDIVISIAU		
CONSTRUCTION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE SAUMON FUME		
<b>RAYON des 100 m</b>		<b>ICPE 02</b>
<small>CELS PLANS SONT LA PROPRIETE DELL'ARCHITECTURE BENER ET NE PEUVENT ETRE REPRODUITS SANS SON AUBORISATION.</small>		
03/04/20	DESSINATEUR: SC	1 : 1000

P.J. n°3. Plan au 1/300 et rayon des  
35 mètres



**LEGENDE**

- RESEAU EAU PLUVIALE VOIRIE EXISTANT
- RESEAU EAU PLUVIALE VOIRIE PROJET
- RESEAU EAU PLUVIALE BÂTIMENT PROJET
- RESEAU EAU USEE EXISTANT
- RESEAU EAU USEE PROJET
- RESEAU EAU USEE FUMEE PROJET
- RESEAU EAU SALES PROJET
- RESEAU EAU VANNES PROJET
- RESEAU ELEC BT / CFA PROJET
- RESEAU ELEC HT PROJET
- RESEAU GAZ EXISTANT
- RESEAU GAZ PROJET
- RESEAU AEP EXISTANT
- RESEAU AEP PROJET
- RESEAU FT EXISTANT
- RESEAU FT - FIBRE PROJET
- RESEAU ALL. EN EAU DE FORAGE EXISTANT
- RESEAU ALL. EN EAU DE FORAGE PROJET
- VOIRIE PL PROJET
- VOIRIE VL PROJET
- VOIRIE EXISTANTE
- DALLE BETON
- EMPESEMENT
- VOIRIE BI-COUCHE
- GALON
- SORDURE T2 EXISTANT
- SORDURE T2 PROJET
- PENTEURE SOL
- COTE DE NIVEAU PROJET
- CADELABRE
- LUMINAIRE EXTERIEUR AU SOL
- PROJECTEUR EXTERIEUR PROJET
- BORNE ELECTRIQUE VOITURE
- ARBRE
- FLUX PL
- FLUX VL
- FLUX Piéton
- FLUX Déchets
- MUR COUPE-FEU
- RACHE INCENDIE

**Panneaux iso :**  
 -Mur et plafond en BS100  
 -Mur et plafond A16 en BS300  
**Bureaux N1 :**  
 -Mur : cloisons sèches  
 -Plafonds : faux plafond

**MQWI**
  
**MARINE HARVEST KRITSEN**
  
Rue du Pont - 29400 LANDIVISIAU
  
 CONSTRUCTION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE SAUMON FUME

---

RAYON des 35m | ICPE 03

21/09/20 | DESSINATEUR: SC | 1 / 300



P.J. n°4. Conformité du projet avec  
les documents d'urbanisme



ZONE D'ACTIVITE DU VERN  
29400 Landivisiau

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PJ 4 : établissement de la conformité au Plan  
Local d'Urbanisme**

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version	MARINE HARVEST KRITSEN
02/10/2020	19292492	MB	AB	2.0	Demande d'enregistrement

L'établissement sera situé en zone Ui1 sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Landivisiau. Cette zone est « à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, d'entrepôts et de bureaux ».

Un extrait du règlement graphique avec la localisation du site de MARINE HARVEST KRITSEN est fourni ci-dessous.

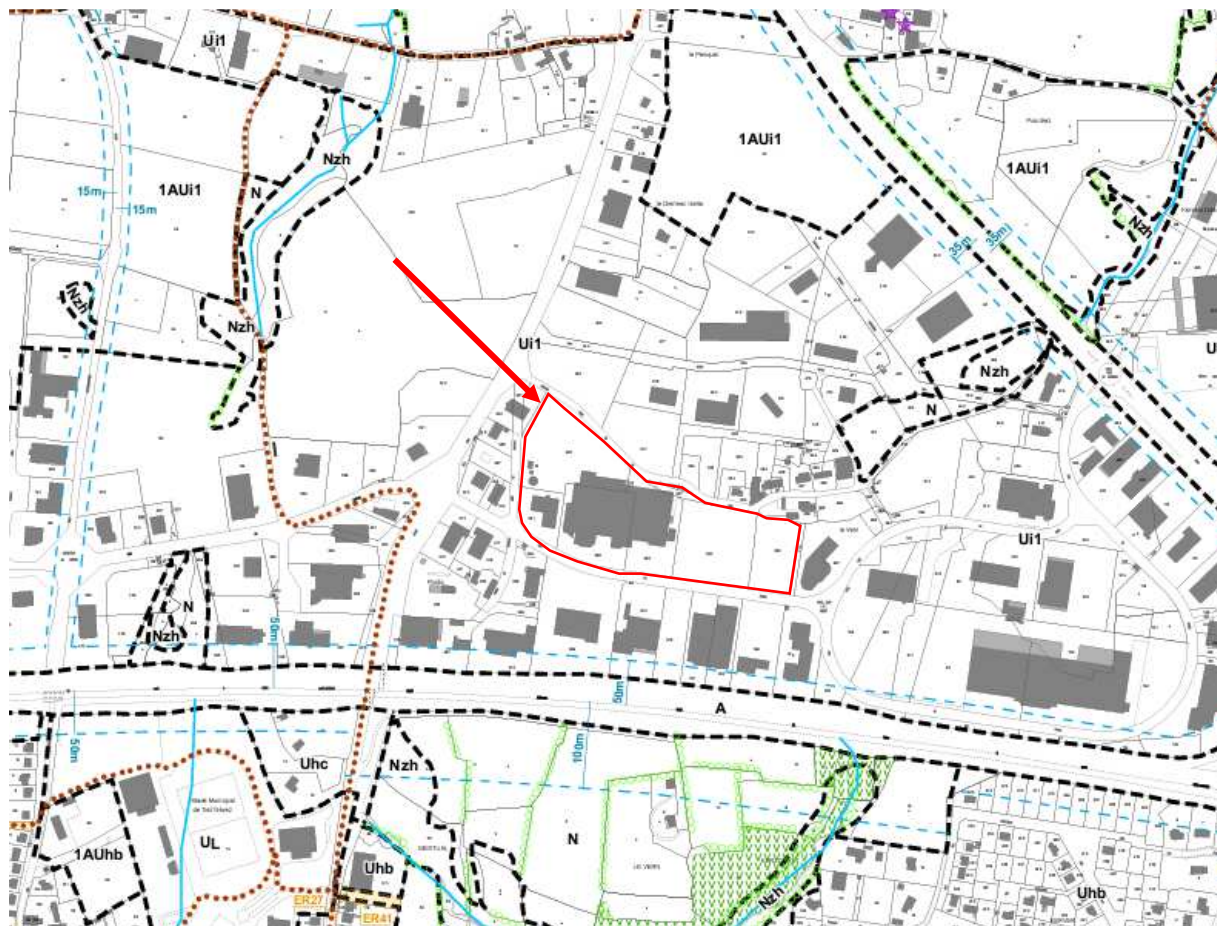


Figure 1 : extrait du règlement graphique du PLU de Landivisiau

Les dispositions applicables à la zone Ui1 sont fournies ci-dessous. Un tableau de compatibilité à ces dispositions est également joint. Seules les dispositions concernant la zone du site sont reprises dans le tableau. Lorsque la disposition, bien que concernant la zone, ne s'applique pas au site étudiée, elle n'est pas reprise dans le tableau.

Le projet respectera les prescriptions du PLU relatives à cette zone.

# TITRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

## RÈGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE U

Les **zones urbaines** sont dites « **U** ». Peuvent être classés en zone urbaine les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Plusieurs grands types de zones urbaines sont définis :

- La zone **Uh** à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat, divisée 3 sous-secteurs :
  - **Uha** : zone urbaine à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat, caractérisée par un habitat dense, en ordre continu correspondant au centre-ville
  - **Uhb** : zone urbaine à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat, caractérisée par un habitat dense à moyennement dense, en ordre continu ou discontinu
  - **Uhc** : zone urbaine à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat, caractérisée par un habitat moyennement à peu dense, en ordre discontinu
  
- La zone **Ui** à vocation d'activités économiques qui comprend 2 sous-secteurs :
  - **Ui1** : zone urbaine à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales\*, d'entrepôts et de bureaux
  - **Ui2** : zone urbaine à vocation d'activités commerciales\*, de bureaux et d'hébergement hôtelier

\*Commerces = vente de biens et de services (cf. Définitions)
  
- La zone **UL** à vocation d'équipements publics ou privés d'intérêt collectif (sport, loisirs, équipements scolaires, équipements de type socio-culturel, sociales et médico-sociales ...)
  
- La zone **Ut** destinée à recevoir les installations nécessaires à l'accueil des gens du voyage
  
- La zone **Ue** couvrant les installations d'épuration des eaux usées
  
- La zone **Uf** destinée à recevoir les installations ferroviaires

### Rappel

**Des servitudes d'utilité publique** (cf. Annexes du PLU) s'imposent aux règles du règlement.

**La démolition de tout ou partie d'un bâtiment**, à quelque usage qu'il soit affecté est, en préalable soumise à permis de démolir dans les secteurs visés à l'article R.421-28 du code de l'Urbanisme, notamment dans les périmètres de protection des sites et monuments historiques ainsi que dans les secteurs de protection architecturale et paysagère spécialement délimités au document graphique au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme.

Une réglementation spécifique existe sur les zones de présomption de prescriptions archéologiques (article R.111-4 du Code de l'Urbanisme notamment).

Dans les secteurs délimités au plan et de part et d'autre des voies bruyantes recensées et classées, les constructions nouvelles, extensions ou surélévations à usage d'habitation, sont soumises à des normes d'isolement acoustique, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre le bruit des espaces extérieurs.

Il s'agit des bandes de 250 mètres de part et d'autre du bord de la RN12 et 100 mètres de part et d'autre du bord de la RD 69.

## ARTICLE U.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

**1. Dans l'ensemble des zones Uh sont interdites** les constructions, occupations et utilisations du sol qui, par leur caractère, leur destination, leur nature, leur importance ou leur aspect, sont incompatibles avec la salubrité, la tranquillité, la sécurité ou la bonne tenue de la zone et engendrent des nuisances incompatibles avec la vocation résidentielle de la zone (bâtiments agricoles, bâtiments industriels, ...) notamment :

- Les constructions ou reconstruction après sinistre et autres modes d'occupation du sol incompatibles avec l'aménagement futur du secteur tel que défini à l'article U.2.
- L'implantation d'activités incompatibles avec l'habitat, en raison de leurs nuisances ou de l'édification de constructions destinées à les abriter.
- L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.
- Les parcs d'attraction.
- Les dépôts de véhicules et la création ou l'extension de garages collectifs de caravanes.
- Les affouillements et exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée à l'article U2, à un équipement d'intérêt public, à la régulation des eaux pluviales ou à la sécurité incendie.
- La création de terrains aménagés pour le camping, pour le stationnement de caravanes ainsi que les parcs résidentiels de loisirs et l'implantation d'habitations légères de loisirs isolées ou groupées.
- Le stationnement isolé de caravanes pendant plus de trois mois par an consécutif ou non sauf dans les bâtiments, remises et sur les terrains où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur ;
- Tous hébergements temporaires (caravanes, mobil-homes, yourtes, ...), sauf dans les bâtiments et sur les terrains, où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur.

### **2. En zone UL sont interdits :**

- Toutes les constructions et installations autres que les terrains de sports, de loisirs et d'activités de plein air ainsi que les constructions et installations non liées aux activités de sport, de loisirs, scolaires, éducatifs, administratifs, hospitaliers, culturels et culturels, sociales et médico-sociales ....

### **3. En zone Ui sont interdits :**

- Les constructions à usage d'habitation ainsi que les logements de fonction.
- Les constructions à usage agricole.

- Les terrains aménagés de camping et de caravanage ainsi que les parcs résidentiels de loisirs.
  - Le stationnement isolé de caravanes et d'habitations légères de loisirs quelle qu'en soit la durée.
  - L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.
  - Les parcs d'attraction et les aires de jeux.
  - Les affouillements et exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée à l'article U2, à un équipement d'intérêt public, à la régulation des eaux pluviales ou à la sécurité incendie.
- De plus, pour la zone Ui1**, sont interdites toutes les activités autres que celles à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, d'entrepôts et de bureaux.
- De plus, pour la zone Ui2**, sont interdites toutes les activités autres que celles à vocation d'activités commerciales, de bureaux et d'hébergement hôtelier.

### **4. En zone Uf sont interdits :**

- Toutes les constructions et installations non liées et nécessaires au fonctionnement du service ferroviaire.

### **5. En zone Ut sont interdits :**

- Toutes les constructions et installations non liées et nécessaires à l'accueil des gens du voyage.

### **6. En zone Ue sont interdits :**

- Toutes les constructions et installations non liées et nécessaires à l'épuration des eaux usées.

**7. Pour les constructions concernées par le linéaire de restriction du changement de destination** (linéaire indiqué sur le règlement graphique), tout changement de destination à vocation d'habitation en rez-de-chaussée est interdit.

**8. Pour les terrains soumis au risque d'éboulement identifiés au document graphique au titre du R.151-31 du Code de l'Urbanisme, quelques soit la zone**, sont de plus interdits toute nouvelle construction, occupation et utilisations du sol

**9. Pour les terrains soumis au risque d'inondation identifiés au document graphique au titre du R.151-31 du Code de l'Urbanisme**, le permis pourra être refusé ou soumis à des prescriptions particulières si le projet, par sa nature, sa localisation et ses caractéristiques, est incompatible avec le caractère inondable du terrain du fait des risques qu'il est susceptible d'engendrer pour les occupants futurs, ou l'aggravation du caractère inondable qu'il occasionnerait.

**10. Pour les cours d'eau protégés en application de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme** sont interdits tout exhaussement et affouillement, à l'exception de ceux mentionnés à l'article U.2.

## ARTICLE U.2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

### 1. dans l'ensemble des zones U

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. Sont autorisés les ouvrages HTB, leur modification et/ou surélévation pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. Les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension>50Kv), faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

### 2. Dans l'ensemble des zones Uh sont admises :

- Les constructions à usage d'habitation.
- Les constructions à usage hôtelier, d'équipements d'intérêts collectifs, de bureaux, de commerce et de service, sous réserve d'être compatibles avec l'habitat.
- L'implantation d'activités ou d'installations classées compatibles avec l'habitat.
- L'extension ou la transformation d'activités à nuisances ou de constructions les abritant sous réserve que les travaux envisagés n'aient pas pour effet d'induire ou d'aggraver le danger ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation et à condition que leur importance ne modifie pas le caractère de la zone.
- L'implantation d'annexes, sous réserve de leur bonne intégration au tissu bâti, de leur harmonie avec la construction principale et de respecter les hauteurs maximales définies à l'article U10.

### 3. En zone Ul sont admis :

- Les constructions à usage de loge de gardiennage exclusivement destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des activités admises dans la zone.
- Les commerces à condition qu'ils soient strictement liés à l'activité générale de la zone.
- Les travaux et aménagements légers nécessaires à la mise en valeur et la gestion de la zone.

### 4. En zone Ui sont admis :

**Pour la zone Ui1,** ne sont admises que les activités à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, d'entrepôts et de bureaux.

**Pour la zone Ui2,** ne sont admises que les activités à vocation d'activités commerciales, de bureaux et d'hébergement hôtelier.

#### **Pour l'ensemble des zones Ui :**

- Les équipements publics et d'intérêt collectif ainsi que les constructions et installations qui leur sont directement liées, notamment les équipements liés à l'exploitation et à la sécurité du réseau routier.
- Pour les constructions existantes à usage d'habitation, uniquement leur extension ainsi que la construction et l'extension des annexes sous réserve de respecter les hauteurs maximales définies à l'article U10.

### 5. En zone Uf sont admis :

- Les constructions nécessaires au fonctionnement du service ferroviaire.
- Les établissements industriels et les dépôts liés au service ferroviaire.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

### 6. En zone Ue sont admis :

- Toutes les constructions et installations liées et nécessaires à l'épuration des eaux usées.

**7. Pour les cours d'eau protégés en application de l'article L151-23 du code de l'Urbanisme sont admis uniquement** les exhaussements et affouillements liés à une action de restauration morphologique du cours d'eau ou d'abaissement de la ligne de crue.

## ARTICLE U.3 : CONDITIONS DE DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

### 1. Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des usagers, de la lutte contre l'incendie et de la protection civile.

#### **En zones Uh et Ul :**

Elles doivent comporter une chaussée de 4 m de largeur au minimum, carrossable en tout temps.

#### **En zone Ui :**

Elles doivent comporter une chaussée de 5 m de largeur au minimum, carrossable en tout temps.

Toutefois, cette largeur peut être réduite si les conditions techniques, urbanistiques et de sécurité le permettent (exemples : créneau de croisement, aire d'attente aménagée à une extrémité de la voie visible de l'autre...).

Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle manière que tous véhicules (secours, bennes à ordures ...) puissent faire demi-tour sans faire de marche arrière.

### 2. Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée : soit directement, soit par l'intermédiaire d'un droit de passage acquis sur fonds voisins.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le nombre d'accès sur les voies ouvertes au public peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions seront autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.

Le positionnement des accès doit assurer la sécurité des usagers et leurs abords doivent être dégagés de façon à assurer la visibilité.

Hors agglomération, tout nouvel accès sur les routes départementales sera soumis à l'autorisation de l'autorité compétente.

Aucune opération nouvelle ne peut prendre accès sur la RN12, les pistes cyclables, les sentiers piétons...

Hors agglomération, en bordure des voies départementales, à défaut de possibilité de desserte par des voies secondaires, les zones ne seront desservies que par un accès unique sur les routes départementales.

## ARTICLE U.4 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT, AINSI QUE, DANS LES ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DELIMITEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2224-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, LES CONDITIONS DE REALISATION D'UN ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

### 1. Adduction en eau potable

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau collectif d'adduction d'eau potable sous pression.

### 2. Eaux usées

Toutes les dispositions réglementaires en vigueur, et notamment le règlement du service public d'assainissement collectif devront être respectées.

Les installations d'assainissement doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement quand il existe ; à défaut, elles devront être conçues de façon à se raccorder ultérieurement à ce réseau si sa mise en place est prévue dans le cadre du zonage d'assainissement des eaux usées (cf. Annexes sanitaires).

Toutes les opérations d'urbanisme et tous les aménagements devront se conformer aux dispositions déclinées dans le zonage d'assainissement des Eaux Usées (cf. Annexes sanitaires).

En l'absence de réseau, une installation d'assainissement non collectif, adaptée au projet et conforme à la réglementation en vigueur, et notamment le règlement du service public d'assainissement non collectif, pourra être réalisée.

Les immeubles ou installations destinées à un autre usage que l'habitat, autorisés ou existants dans la zone, doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel au regard de la réglementation en vigueur.

### 3. Eaux pluviales

Toutes les opérations d'urbanisme et tous les aménagements devront se conformer à la réglementation en vigueur, et notamment aux dispositions prévues par le Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et zonage pluvial (cf. Annexes sanitaires).

#### ➤ Cas général

Le Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et zonage pluvial prévoit dans certaines zones de compenser l'augmentation du ruissellement induite par les imperméabilisations de sols des futurs aménagements, par la mise en oeuvre de techniques alternatives.

Les imperméabilisations nouvelles sont soumises à la création d'ouvrages spécifiques de rétention et/ou infiltration. Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), et aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme.

#### ➤ Prescriptions particulières en matière de gestion des eaux pluviales à respecter en fonction des différentes zones

Zones	Prescriptions particulières en matière de gestion des eaux pluviales
Uha	Aucune prescription particulière
Uhb	Aucune prescription particulière
Uhc	Aucune prescription particulière
Ui1	Gestion obligatoire des eaux pluviales pour toute surface imperméabilisée nouvellement créée supérieure à 50 m <sup>2</sup>
Ui2	Gestion obligatoire des eaux pluviales pour toute surface imperméabilisée nouvellement créée supérieure à 50 m <sup>2</sup>
UL	Gestion obligatoire des eaux pluviales pour toute surface imperméabilisée nouvellement créée supérieure à 50 m <sup>2</sup>
Ut	Aucune prescription particulière
Ue	Aucune prescription particulière
Uf	Aucune prescription particulière

**En zones Ui1, Ui2 et UL, une gestion des eaux pluviales est obligatoire pour toute création d'une surface imperméabilisée supérieure à 50 m<sup>2</sup> soumis à autorisation d'urbanisme** (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres) ou non.

**Lors d'opération d'aménagement d'ensemble, la gestion des eaux pluviales devra être collective, au moins pour les voiries.**

#### ➤ Choix de la solution à mettre en oeuvre

Les règles de conception suivantes devront être respectées :

- l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle est à privilégier et à étudier systématiquement. La faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales devra être justifiée au regard d'une étude de sol. Cette étude de sol sera exigée par la commune lors de l'instruction de chaque permis de construire,
- en cas d'infiltration, il est recommandé l'utilisation de lits d'épandage plutôt que de puits d'infiltration,
- les ouvrages de gestion des eaux pluviales créés dans le cadre de permis de lotir devront être dimensionnés au minima pour la voirie et pour les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot.

Les solutions retenues en matière de collecte, rétention, infiltration et évacuation, devront être adaptées aux constructions et infrastructures à aménager.

Pour les dossiers présentant des questions techniques particulières, une réunion préparatoire avec le service technique de la collectivité est recommandée, afin d'examiner les contraintes locales notamment en matière d'évacuation des eaux.

#### ➤ **Règles de conception des dispositifs d'infiltration**

Les ouvrages d'infiltration seront dimensionnés sur la base de la réglementation en vigueur.

La connaissance de la profondeur de la nappe est importante dans la conception du dispositif d'infiltration. Le sol situé entre la structure et la nappe joue un rôle de filtre. La base de l'ouvrage doit être au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe souterraine : une épaisseur minimale de 1 m est fixée entre le toit de la nappe et le fond de la structure permettant l'infiltration.

Les dispositifs d'infiltration devront être entretenus régulièrement afin d'éviter tout phénomène de colmatage. Un prétraitement par décantation pourra être installé pour éviter ce type de phénomène.

Si compte tenu de l'activité du pétitionnaire, le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, des dispositions d'épuration devront être mise en place afin d'infiltrer des eaux qui respectent les niveaux de qualité suivantes :

MES : ..... 30 mg/l  
 DCO : ..... 25 mg/l  
 Hydrocarbures : ..... 5 mg/l

Le trop plein du système d'infiltration vers le domaine public est interdit. Le trop plein des eaux devra se faire par épandage diffus sur la parcelle sans porter ou être susceptible de porter atteinte aux biens et aux personnes. Dans le cas contraire, lorsqu'il est impossible de disposer d'un exutoire dans ces conditions, le raccordement du trop-plein sur le domaine public devra être spécifié dans l'autorisation d'urbanisme.

Les bassins implantés sous une voie devront respecter les prescriptions de résistance mécanique applicables à ces voiries. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour sécuriser l'accès à ces ouvrages.

#### ➤ **Règles de conception des bassins de rétention**

Les volumes utiles des bassins seront calculés sur la base d'un débit de fuite préconisé par la réglementation en vigueur avec un minimum de 3 l/s pour une pluie décennale. Le raccordement sur le domaine public se fera sous le contrôle de la collectivité.

Les bassins à vidange gravitaire devront être privilégiés par rapport aux bassins à vidange par pompe de relevage, ce dernier cas étant réservé si aucun dispositif n'est réalisable en gravitaire.

Les bassins situés sur la nappe devront être étanche afin de ne pas engendrer de pollution.

La conception des bassins devra permettre le contrôle du volume utile lors des constats d'achèvement des travaux (certificats de conformité, justificatifs de livraison de matériaux, ...).

Le choix des techniques mises en oeuvre devra garantir une efficacité durable et un entretien aisé.

Les dispositifs de rétention devront être entretenus régulièrement afin d'éviter tout phénomène de colmatage et en particulier le dispositif d'ajutage en sortie d'ouvrage.

Les ouvrages seront équipés d'une surverse, fonctionnant uniquement après remplissage total du bassin par des apports pluviaux supérieurs à la période de retour de dimensionnement. La connexion de cette surverse au domaine public est interdite. Le trop plein des eaux devra se faire par épandage diffus sur la parcelle sans porter ou être susceptible de porter atteinte aux biens et aux personnes. Dans le cas contraire, lorsqu'il est impossible de disposer d'un exutoire dans ces conditions, le raccordement de la surverse sur le domaine public devra être spécifié dans l'autorisation d'urbanisme.

Si compte tenu de l'activité du pétitionnaire, le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, des dispositions d'épuration devront être mise en place afin de rejeter des eaux qui respectent les niveaux de qualité suivants :

MES : ..... 30 mg/l  
 DCO : ..... 25 mg/l  
 Hydrocarbures : ..... 5 mg/l

Les bassins implantés sous une voie devront respecter les prescriptions de résistance mécanique applicables à ces voiries. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour sécuriser l'accès à ces ouvrages.

Les volumes des bassins de rétention des eaux pluviales devront être clairement séparés des volumes des bassins d'arrosage.

#### **4. Raccordements aux réseaux (électricité, téléphone, eau potable ...)**

Pour toute construction nouvelle, les réseaux électriques et téléphoniques devront être réalisés en souterrain, entre la construction et le point de raccordement avec le réseau public, à la charge du maître d'ouvrage.

Sont interdits tous travaux de branchement à un réseau d'eau potable, d'électricité basse tension, d'évacuation des eaux usées ou pluviales, qui ne sont pas destinés à desservir une construction ou installation autorisée, existante ou ayant été soumise à autorisation préalable.

Le développement des réseaux de communications numériques (fourreaux pour la fibre optique ...) doit être intégré à tout projet soumis à autorisation d'urbanisme.

#### **ARTICLE U.5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES**

Article supprimé par la loi ALUR du 24 mars 2014.

#### **ARTICLE U.6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

##### **1. Par rapport aux voies nationales et départementales**

Par rapport aux **routes nationales classées à grande circulation, en dehors des espaces urbanisés**, le recul des constructions nouvelles par rapport à l'axe de la voie ne pourra être inférieur à 100 m pour la RN12 classée voie express.

Pour les zones U situés dans l'espace urbanisé, le recul minimum des constructions sera de 50 m par rapport à l'axe de la RN12.

Par rapport aux **routes départementales hors agglomération, au sens du code de la Route**, le recul des constructions nouvelles par rapport à l'axe de la voie ne pourra être inférieur à :

- **35 m pour les RD 69, 712 et la RD 30 venant du Sud jusqu'au PR 25+760** (carrefour avec la RD69) ;
- **25 m pour les RD 11, 32 et 230,**
- **15 m pour la RD 35 et la RD 30** à partir du PR 25+760.
- **35 m pour la voie de décélération** (sens BREST/LANDIVISIAU, à la sortie Est de LANDIVISIAU).



**Les marges de recul reportées sur les documents graphiques du zonage, relatives aux routes nationales et départementales, ne s'appliquent pas dans les cas suivants :**

- constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- bâtiments d'exploitation agricole : le recul minimal sera de 50 m par rapport à l'axe de la RN12,
- réseaux d'intérêt public ou pour les ouvrages de faible importance réalisés par une collectivité, un service public ou leur concessionnaire, dans un but d'intérêt général (cabine téléphonique, poste de transformation d'énergie électrique, abris voyageurs, antenne de téléphonie mobile ...) pour les motifs techniques, de sécurité ou de fonctionnement de l'ouvrage,
- adaptation, changement de destination, réfection ou extension de constructions existantes sous réserve de ne pas conduire à une réduction du recul existant. Dans ce dernier cas, l'extension pourra être autorisée dans le prolongement de la construction existante

## 2. Par rapport aux voies communales

Les règles ci-dessous ne s'appliquent pas aux voies privées non ouvertes au public, aux chemins destinés aux piétons et aux vélos.

Sauf indications contraires portées aux documents graphiques du présent PLU, les constructions doivent être implantées :

- **En zone Uha**, les constructions doivent être édifiées à l'alignement existant des voies ou places publiques ou à l'alignement futur. Cette prescription s'applique aux constructions édifiées en bordure des voies privées déjà construites à l'alignement. Dans ce cas, la limite latérale effective de la voie est prise comme alignement.
- **En zone Uhb**, les constructions doivent être édifiées à une distance comprise entre 0 et 6 m par rapport à l'alignement existant des voies ou places publiques ou par rapport à l'alignement futur.
- **En zone Uhc**, le recul minimum des constructions par rapport à l'alignement existant des voies ou places publiques ou à l'alignement futur est de 6 m (la limite latérale des voies privées est prise comme alignement pour celles-ci).
- **En zones Ui, Ul, Uf et Uf**, le recul minimum des constructions par rapport à l'alignement existant des voies ou places publiques ou à l'alignement futur est de 10 m.  
De plus en zone Uf, toutes les implantations de constructions de toute nature situées à moins de 10 m de l'alignement d'une voie routière existante ou future feront l'objet d'une concertation entre les services de la SNCF et les services gestionnaires de la voirie.
- **Pour tous les zones**  
En cas de terrain profond permettant l'implantation en arrière d'une deuxième construction ou rangée de constructions, cette règle ne concerne que la première construction ou rangée de constructions.

Des adaptations à la règle prévue aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus peuvent être autorisées ou imposées pour des raisons d'ordre technique ou architectural et notamment :

- dans le cas d'adaptation, de changement de destination, de réfection ou d'extension de constructions existantes. Dans ce dernier cas, l'extension dans le prolongement horizontal ou vertical de la construction existante peut être autorisée ;

- dans le cas de construction nouvelle avoisinant une construction existante : l'implantation dans le prolongement horizontal de la construction existante peut être autorisée pour une construction située en bordure d'une voie communale sauf en cas de problème de sécurité routière;
- dans le cas de bâtiment technique non soumis à nuisance phonique, l'implantation jusqu'en limite de l'alignement peut être autorisée ;
- pour permettre une préservation de la végétation ou des talus existants : l'implantation à 3 m en recul des éléments à préserver peut être autorisée ;
- à l'angle de deux voies ou pour des voies en courbe, les clôtures et les constructions établies à l'angle de deux alignements, lorsque celui-ci est inférieur à 135°, doivent présenter un pan coupé d'une longueur minimale de 5 m, la ligne déterminant ce pan coupé étant perpendiculaire à la bissectrice de l'angle formé par les deux alignements ;
- pour intégration au cadre bâti ;
- lors de construction d'ensembles ou d'opération d'aménagement.

Toutefois, ces possibilités ne sauraient être admises dans le cas de constructions qu'il n'est pas souhaitable de maintenir en raison de leur état de dégradation ou des dangers résultant de leur implantation par rapport au tracé de l'itinéraire routier (visibilité notamment).

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la construction d'annexes, abris de jardin (cf. annexe 2) et piscines.

## 3. Pour les éléments du patrimoine identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un élément de patrimoine architectural à protéger doivent être implantées avec un retrait identique à celui observé sur l'élément de patrimoine architectural à protéger ou sur l'ensemble des éléments de patrimoine architectural à protéger, sauf si la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant.

## 4. Cas particuliers

Il n'est pas fixé de règles spécifiques pour la réalisation :

- d'ouvrages techniques (transformateurs, supports de transport d'énergie ou de télécommunications, châteaux d'eau, écostations, abri de transport collectif, ...) nécessaires au fonctionnement des réseaux existants d'utilité publique ;
- et de certains ouvrages de caractère exceptionnel, tels que les églises, les monuments, les équipements techniques (silos, éoliennes), dans la mesure où ils ne sont pas interdits dans les articles 1 des différents règlements de zones. Leur édification doit être appréciée en fonction de leur apport à la vie sociale et de leur insertion dans l'environnement.

## ARTICLE U.7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

### 1. Cas général

- **En zone Uha**, à l'intérieur d'une bande de 15 mètres prise à partir de l'alignement de la voie, les constructions doivent être édifiées :
  - soit en limite séparative,
  - soit en retrait des limites séparatives à une distance au moins égale à 3 m. Dans ce cas, l'ordre continu doit être créé par l'édification sur l'alignement d'une clôture de type mur ou palissade, de

hauteur supérieure ou égale à 2 m et d'aspect harmonisé avec la construction projetée ainsi qu'avec ses voisines immédiates.

- **En zones Uhb et Uhc**, à l'intérieur d'une bande de 15 mètres prise à partir de l'alignement de la voie, les constructions doivent être édifiées :
  - soit sur l'une des limites séparatives,
  - soit en retrait des limites séparatives à une distance au moins égale à 3 m.
- **En zones Ui et Uf**, à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 5 m.

Afin d'isoler les établissements susceptibles d'engendrer des nuisances sensibles vis-à-vis des zones voisines réservées à l'habitat, des reculs plus importants pourront être imposés à l'intérieur de la zone Ui. En particulier, l'implantation en limite séparative avec les zones d'habitat voisines est interdite.

- **En zones UL et Uf**, les constructions doivent être implantées à une distance de 0 ou 3 m minimum des limites séparatives.

## 2. Règles particulières pour toutes les zones

Il n'est pas fixé de règles spécifiques pour la réalisation :

- d'ouvrages techniques (transformateurs, supports de transport d'énergie ou de télécommunications, châteaux d'eau, écostations, abri de transport collectif, ...) nécessaires au fonctionnement des réseaux existants d'utilité publique ;
- et de certains ouvrages de caractère exceptionnel, tels que les églises, les monuments, les équipements techniques (silos, éoliennes), dans la mesure où ils ne sont pas interdits dans les articles 1 des différents règlements de zones. Leur édification doit être appréciée en fonction de leur apport à la vie sociale et de leur insertion dans l'environnement.

## ARTICLE U.8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

## ARTICLE U.9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

## ARTICLE U.10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

### 1. Cas général

#### ➤ Pour toutes les zones Uh

##### *Hauteur maximale absolue*

La hauteur maximale des constructions, mesurée à partir du niveau moyen du terrain naturel, avant exécution des fouilles ou remblais jusqu'au sommet du bâtiment est fixé comme suit :

#### ▪ Pour des constructions ayant une toiture à pans inclinés

Zone	Hauteur à l'égeur	Hauteur au faîtage
Uha	9m	14 m
Uhb	9 m	14 m
Uhc	6 m	11 m

En zone Uhb, les constructions relatives à l'hébergement ou à l'accueil des personnes âgées ou adultes handicapés vieillissants ne sont pas soumises à la règle des hauteurs

#### ▪ Pour des constructions ayant un toit terrasse

Zone	Hauteur à l'acrotère
Uha	13 m
Uhb	10 m
Uhc	7 m

En zone Uhb, les constructions relatives à l'hébergement ou à l'accueil des personnes âgées ou adultes handicapés vieillissants ne sont pas soumises à la règle des hauteurs

Lorsque le terrain naturel est en pente, la cote moyenne du terrain naturel par tranche de 20 m, au droit des façades et pignons, sera prise en considération comme référence.

#### ▪ Pour les annexes

Les annexes, accolées à l'habitation principale, ne devront pas dépasser la hauteur de la construction principale.

La hauteur maximale des annexes, détachées de la construction principale, calculée à partir du niveau moyen du terrain naturel, ne peut excéder :

Hauteur maximale au faîtage	Hauteur maximale à l'acrotère
5.5 mètres	3.5 mètres

#### *Hauteur par rapport aux limites séparatives*

Des hauteurs différentes, tenant compte des constructions existantes sur les parcelles contiguës et sous réserve de constituer une adaptation mineure pourront être autorisées ou imposées pour des raisons architecturales, topographiques ou de configuration de terrain.

#### ➤ En zones Ui

Dans une bande de 5 m par rapport à la limite séparative, la hauteur maximale des constructions est de 10 m. Au-delà de cette bande, la hauteur n'est pas réglementée.

#### Pour les annexes des habitations existantes

Les annexes, accolées à l'habitation principale, ne devront pas dépasser la hauteur de la construction principale.

La hauteur maximale des annexes, détachées de la construction principale, calculée à partir du niveau moyen du terrain naturel, ne peut excéder :

Hauteur maximale au faîtage	Hauteur maximale à l'acrotère
5.5 mètres	3.5 mètres

### ➤ **En zone U1**

La hauteur n'est pas réglementée.

### ➤ **En zone Uf et U1**

Dans une bande de 5 m par rapport à la limite séparative, la hauteur maximale des constructions est de 10 m. Au-delà de cette bande, la hauteur n'est pas réglementée.

## **2. Pour les éléments du patrimoine identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme**

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un élément du patrimoine architectural à protéger doivent par leur hauteur et leur volumétrie être en harmonie avec cet élément du patrimoine architectural à protéger.

Tous les travaux effectués sur un élément du patrimoine architectural à protéger doivent respecter le gabarit de cet élément. La hauteur à l'égout des toitures et la hauteur au faitage d'un élément du patrimoine architectural à protéger ne peuvent être modifiés.

Néanmoins, dans le cas d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet global de réhabilitation, des modifications peuvent être acceptées si elles sont nécessaires à son fonctionnement, dans des conditions de confort et de sécurité répondant aux normes actuelles, ne remettent pas en cause sa cohérence et sa qualité architecturale, et contribuent à la préservation de son caractère patrimonial.

## **3. Cas particuliers pour l'ensemble des zones**

Les constructions à caractère exceptionnel tels que église, châteaux d'eau, silos, relais hertzien, pylône, réservoirs d'eau, équipements d'intérêt public, ouvrages spécifiques de transport d'énergie électrique, ..., les installations techniques (cheminées, silos à grains, antennes, paratonnerres...) ne sont pas soumises à la règle des hauteurs, sous réserve de respecter les servitudes d'utilité publique.

Les reconstructions, rénovations et extensions de bâtiments préexistants pourront respecter les hauteurs et volumes des anciens édifices.

## **ARTICLE U.11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS DE LEURS ABORDS - PROTECTION DES ELEMENTS DE PAYSAGE ET DU PATRIMOINE NATUREL ET URBAIN**

### **1. Pour les éléments du patrimoine et du paysage identifiés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'Urbanisme**

Sont soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir, tous travaux ayant pour effet de détruire ou modifier un élément du patrimoine ou du paysage identifié sur le règlement graphique au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'Urbanisme.

### **2. Architecture**

Rappel de l'article R.111-27 du code de l'Urbanisme : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont*

*de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».*

### ➤ **En zones Uh**

Les constructions qui s'inspirent de l'architecture traditionnelle devront tenir compte des proportions, de l'échelle et des couleurs de celle-ci.

Les constructions d'expression contemporaine devront répondre à un souci de simplicité et de clarté de l'architecture. Ces constructions répondront également à un souci d'intégration dans l'environnement. Cette intégration sera appréciée au niveau des volumes, des matériaux et des couleurs.

L'implantation et le volume général des constructions ou ouvrages à modifier devront être traités en relation avec le site dans lequel ils s'inscrivent. Le caractère originel des constructions existantes doit être conservé. Les extensions autorisées doivent être en harmonie avec le bâti existant.

Les architectures qui favorisent l'utilisation d'énergies renouvelables seront admises, sous réserve d'une bonne insertion dans le site des constructions.

Les couleurs des matériaux de parements (pierre, enduit, bardage, ...) et des peintures extérieures devront s'harmoniser entre elles et devront être traitées en relation avec le site dans lequel elles s'inscrivent, qu'il soit naturel ou urbain.

Le matériau utilisé en dominante pour les constructions d'annexes sera le même matériau que celui utilisé pour la construction principale ou en bois, naturel ou teinté (structure, bardage, couverture).

Pour les constructions à usage de logement, tout mouvement de terre tendant à créer des buttes artificielles en assise des constructions est interdit. Les constructions devront s'intégrer et s'adapter à la topographie du site, notamment en cas de pente. Les rez-de-chaussée ne devront pas être surélevés de plus de 0,50 m du terrain naturel.

Les mouvements de terrain (déblais, remblais) nécessaires à l'implantation de la construction doivent ainsi être limités aux stricts besoins techniques et des accès, et ne pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage. Toutefois, des mouvements plus importants peuvent être admis, dès lors qu'ils ont pour objet une meilleure insertion de la construction dans le site.

### ➤ **En zones U1**

#### **Volumes des bâtiments d'activités**

L'implantation et le volume général des constructions ou ouvrages à créer ou à modifier devront être traités en relation avec le site dans lequel ils s'inscrivent, qu'il soit naturel ou urbain.

Les volumes seront simples et sobres, bien distincts, et exprimant clairement les différentes fonctions de l'activité, avec le choix d'un élément principal pour la composition.

Si le linéaire de façade est trop important, des éléments de volumétrie ou des jeux de calepinage viendront rythmer et animer la perception de la façade depuis les voies.

#### **Couleurs et matériaux**

Les couleurs des matériaux de parement (pierre, enduit, bardage) et des peintures extérieures devront s'harmoniser entre elles et ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants. Ces couleurs seront choisies pour permettre la meilleure insertion possible dans le site. Les teintes sombres participeront à l'intégration des volumes bâtis dans le contexte paysager. Les enduits et bardages seront de teinte sombre ou colorée peu intense (nuances de gris, de bruns).

Les couleurs des toitures seront impérativement dans les teintes foncées.

Le choix des matériaux sera limité à un petit nombre (un principal et 2-3 accents d'autres matériaux).

### Enseignes

Les enseignes seront apposées sur les façades du bâtiment sans pouvoir dépasser les volumes du bâtiment. Les enseignes et pré-enseignes lumineuses sont interdites.

### Aires de stockage

Tout espace de stockage à ciel ouvert non dissimulé est strictement interdit en façade des voies publiques d'accès. Les aires de stockage devront être implantées à l'arrière.

Elles devront être dissimulées par un dispositif vertical adapté à la hauteur et au linéaire de stockage (haies, mur ou muret, treillage bois ...).

## 3. Clôtures

Pour toutes les zones, il sera préféré, de façon générale, le maintien de haies naturelles, de talus et de murets lorsqu'ils existent.

Les clôtures sur voies et espaces publics et sur limites séparatives ne sont pas obligatoires.

Les clôtures seront réalisées avec des matériaux en harmonie avec l'environnement. Leur aspect et leur hauteur ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants.

➤ **En zone Uha**, pour les constructions implantées en recul des voies ou emprises publiques, la continuité bâtie sera assurée par l'édification en limite de voie ou emprise publique d'un mur de clôture de hauteur égale ou supérieure à 2 m et d'aspect harmonisé avec les façades des constructions voisines.

### ➤ En zones Uhb et Uhc

▪ **les clôtures sur les voies ouvertes au public ou emprises publiques** ne doivent pas dépasser une hauteur de 1,20 m.

Elles doivent répondre à l'un des types suivants ou à leur combinaison :

- haies végétales d'essences locales,
- dispositif ajouré sur poteaux accompagné ou non d'une haie d'essences locales,
- muret en pierre ou enduit d'une hauteur n'excédant pas 1.20 m, doublé ou non d'une haie vive d'essences locales,
- murets traditionnels de pierres sèches,
- clôtures de pierres debout,
- dispositif en ferronnerie,
- clôtures en bois ou claustras.

▪ **les clôtures sur les limites séparatives** ne devront pas dépasser une hauteur de 2 m.

Elles doivent répondre à l'un des types suivants ou à leur combinaison :

- haies végétales d'essences locales, pouvant être protégées par un grillage,
- dispositif ajouré sur poteaux accompagné ou non d'une haie d'essences locales,
- muret en pierre ou enduit gratté doublé ou non d'une haie vive d'essences locales,
- murets traditionnels de pierres sèches,
- clôtures de pierres debout,
- dispositifs à claire-voie à condition qu'il y ait à leur base une assise maçonnée d'une hauteur maximale de 0.20 m,
- dispositif en ferronnerie,
- clôtures en bois ou claustras.

### ➤ En zones Ui

Au sein de la zone Ui, les clôtures éventuelles seront constituées :

- de grillages à mailles rigides plastifiées de couleur neutre, montées sur poteaux métalliques de même couleur et de même hauteur. Ces clôtures seront doublées d'une haie vive constituée d'arbustes en mélange.
- d'un mur enduit,
- d'une hauteur ne devant pas excéder 2 m, sauf nécessité impérative liée au caractère de l'établissement.

### ➤ Pour l'ensemble des zones U, feront l'objet d'interdiction pour toutes les clôtures :

- les éléments décoratifs d'aspect béton moulé,
- les murs en briques d'aggloméré d'aspect ciment non enduits,
- les plaques d'aspect béton préfabriquées, y compris à claire-voie,
- les matériaux de fortune (tôle ondulée, amiante...),
- les bâches plastiques occultantes et les haies de conifères.

## ARTICLE U.12 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Pour toutes les zones, les aires de stationnement des véhicules automobiles doivent correspondre aux besoins des constructions ou installations à édifier ou à modifier (admissibles dans la zone) et à leur fréquentation, comme déterminés en **annexe 1**.

Les aires de stationnement doivent être réalisées en dehors des voies publiques et ne devront pas apporter de gêne à la circulation générale.

A défaut, il sera fait application des dispositions du code de l'Urbanisme.

## ARTICLE U.13 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement seront aménagées et entretenues de façon à garantir le bon aspect des lieux.

Les installations techniques et les installations indispensables susceptibles de nuire à l'aspect des lieux telles que réservoirs, citernes, remises, ... devront faire l'objet de mesure d'intégration paysagère.

Pour toutes les zones, la conservation des talus, notamment ceux en limite séparative ou en bordure de voie est préconisée. Sont admis les arasements nécessaires à l'accès au terrain et aux biseaux de visibilité.

## ARTICLE U.14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS (COS)

Article supprimé par la loi ALUR du 24 mars 2014.

---

**ARTICLE U.15 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

---

Les systèmes de production d'énergies renouvelables seront privilégiés, par exemple : panneaux solaires, chauffage au bois, pompe à chaleur... Ces systèmes doivent être, au maximum, intégrés aux volumes des constructions.

---

**ARTICLE U.16 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

---

Les opérations et constructions devront être raccordées aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit, lorsqu'ils existent.

## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LANDIVISIAU

Articles	Détail article	CONCERNE LE SITE	DETAIL DU PROJET	COMPATIBILTE
<b>Article U.1 : Occupations et utilisations du sol interdites</b>				
Article U.1-1 et U.1-2	-	non		
Article U.1-3	<p><b>En zone Ui sont interdits :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les constructions à usage d'habitation ainsi que les logements de fonction.</li> <li>- Les constructions à usage agricole.</li> <li>- Les terrains aménagés de camping et de caravanage ainsi que les parcs résidentiels de loisirs.</li> <li>- Le stationnement isolé de caravanes et d'habitations légères de loisirs quelle qu'en soit la durée.</li> <li>- L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.</li> <li>- Les parcs d'attraction et les aires de jeux.</li> <li>- Les affouillements et exhaussements du sol non liés à une occupation ou utilisation du sol autorisée à l'article U2, à un équipement d'intérêt public, à la régulation des eaux pluviales ou à la sécurité incendie.</li> </ul> <p><b>De plus, pour la zone Ui1,</b> sont interdites toutes les activités autres que celles à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, d'entrepôts et de bureaux.</p>	oui	<b>Le projet prévoit la construction de bâtiments à usage industrielle uniquement</b>	oui
Article U.1-4 à U.1-10	-	non		
<b>Article U.2 : Occupations et utilisation du sol soumises à des conditions particulières</b>				
Article U.2-1	<p><b>Dans l'ensemble des zones U</b>, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. Sont autorisés les ouvrages HTB, leur modification et/ou surélévation pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. Les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension&gt;50Kv), faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes,</p>	non		
Article U.2-2 à U.2-3	-	non		
Article U.2-4	<p><b>Pour la zone Ui1</b>, ne sont admises que les activités à vocation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, d'entrepôts et de bureaux.</p> <p><b>Pour l'ensemble des zones Ui :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les équipements publics et d'intérêt collectif ainsi que les constructions et installations qui leur sont directement liées, notamment les équipements liés à l'exploitation et à la sécurité du réseau routier.</li> <li>- Pour les constructions existantes à usage d'habitation, uniquement leur extension ainsi que la construction et l'extension des annexes sous réserve de respecter les hauteurs maximales définies à l'article U10.</li> </ul>	oui	<b>Le projet prévoit la construction de bâtiments à usage industrielle uniquement</b>	oui
Article U.2-5 à U.2-7	-	non		
<b>Article U.3 : conditions de desserte par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes publiques</b>				
Article U.3-1 : voirie	<p>Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.</p> <p>Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des usagers, de la lutte contre l'incendie et de la protection civile.</p> <p><b>En zone Ui :</b></p> <p>Elles doivent comporter une chaussée de 5 m de largeur au minimum, carrossable en tout temps.</p> <p>Toutefois, cette largeur peut être réduite si les conditions techniques, urbanistiques et de sécurité le permettent (exemples : créneau de croisement, aire d'attente aménagée à une extrémité de la voie visible de l'autre...).</p> <p>Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées de telle manière que tous véhicules (secours, bennes à ordures ...) puissent faire demi-tour sans faire de marche arrière.</p>	oui	<p><b>Les voies créées dans le cadre du projet sont visibles sur le plan et décrites dans le dossier. Elles sont adaptées aux usages, en fonction de l'usage par les véhicules lourds ou légers.</b></p> <p><b>L'accès des véhicules de secours est décrit dans le dossier. Il est possible par les 3 entrées du site. Le contournement des bâtiments sera total. Des zones-échelles sont définies pour faciliter les opérations de secours.</b></p> <p><b>Les voies seront supérieures à 5m de largeur et carrossables. Les aires de manoeuvres pour véhicules lourds sont visibles sur les plans.</b></p>	oui

## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LANDIVISIAU

Articles	Détail article	CONCERNE LE SITE	DETAIL DU PROJET	COMPATIBILTE
<b>Article U.3-1 : accès</b>	<p>Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée : soit directement, soit par l'intermédiaire d'un droit de passage acquis sur fonds voisin.</p> <p>Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.</p> <p>Le nombre d'accès sur les voies ouvertes au public peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions seront autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.</p> <p>Le positionnement des accès doit assurer la sécurité des usagers et leurs abords doivent être dégagés de façon à assurer la visibilité.</p> <p>Hors agglomération, tout nouvel accès sur les routes départementales sera soumis à l'autorisation de l'autorité compétente.</p> <p>Aucune opération nouvelle ne peut prendre accès sur la RN12, les pistes cyclables, les sentiers piétons...</p> <p>Hors agglomération, en bordure des voies départementales, à défaut de possibilité de desserte par des voies secondaires, les zones ne seront desservies que par un accès unique sur les routes départementales</p>	oui	<p style="text-align: center;"><b>Le terrain est directement accessible depuis les voies publiques.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>La circulation générée par le site est caractéristique de la zone d'activité dans laquelle il sera implantée. En cela, elle ne constitue ni un danger, ni une gêne pour la circulation publique.</b></p>	Oui
<b>Article U.4 : conditions de desserte par réseaux publics</b>				
<b>Article U.4-1 : eau potable</b>	Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau collectif d'adduction d'eau potable sous pression	oui	<b>Le site sera relié au réseau collectif d'adduction d'eau potable dans le respect de cette disposition</b>	oui
<b>Article U.4-2 : eaux usées</b>	<p>Toutes les dispositions réglementaires en vigueur, et notamment le règlement du service public d'assainissement collectif devront être respectées.</p> <p>Les installations d'assainissement doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement quand il existe ; à défaut, elles devront être conçues de façon à se raccorder ultérieurement à ce réseau si sa mise en place est prévue dans le cadre du zonage d'assainissement des eaux usées (cf. Annexes sanitaires).</p> <p>Toutes les opérations d'urbanisme et tous les aménagements devront se conformer aux dispositions déclinées dans le zonage d'assainissement des Eaux Usées (cf. Annexes sanitaires).</p> <p>En l'absence de réseau, une installation d'assainissement non collectif, adaptée au projet et conforme à la réglementation en vigueur, et notamment le règlement du service public d'assainissement non collectif, pourra être réalisée.</p> <p>Les immeubles ou installations destinés à un autre usage que l'habitat, autorisés ou existants dans la zone, doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel au regard de la réglementation en vigueur</p>	oui	<p style="text-align: center;"><b>Le site dispose d'une station de prétraitement suffisamment dimensionnée, épargnée par l'incendie de 2018, qui sera légèrement modifiée en fonction de l'activité prévue et remise en service. Tous les détails nécessaires figurent dans le dossier.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>La convention de déversement dans le réseau public sera respectée.</b></p>	
<b>Article U.4-3 : eaux pluviales (1/2)</b>	<p><b>Prescriptions générales</b></p> <p>Le Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales et zonage pluvial prévoit dans certaines zones de compenser l'augmentation du ruissellement induite par les imperméabilisations de sols des futurs aménagements, par la mise en oeuvre de techniques alternatives.</p> <p>Les imperméabilisations nouvelles sont soumises à la création d'ouvrages spécifiques de rétention et/ou infiltration. Ces dispositions s'appliquent à tous les projets soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir, déclaration de travaux, autres), et aux projets non soumis à autorisation d'urbanisme.</p> <p><b>Prescriptions particulières (Zone Ui1)</b></p> <p>Gestion obligatoire des eaux pluviales pour toute surface imperméabilisée nouvellement créée supérieure à 50 m<sup>2</sup></p>	oui	<p style="text-align: center;"><b>Des surfaces seront imperméabilisées dans le cadre du projet. A ce titre, la gestion des eaux pluviales est prévue par la mise en place d'un bassin de rétention. Les calculs de dimensionnement et les autres détails nécessaires à la compréhension du projet sont fournis dans le dossier.</b></p>	oui

## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LANDIVISIAU

Articles	Détail article	CONCERNE LE SITE	DETAIL DU PROJET	COMPATIBILTE
<b>Article U.4-3 : eaux pluviales (2/2)</b>	<p><b>Choix de la solution à mettre en oeuvre</b> Les règles de conception suivantes devront être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle est à privilégier et à étudier systématiquement. La faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales devra être justifiée au regard d'une étude de sol. Cette étude de sol sera exigée par la commune lors de l'instruction de chaque permis de construire,</li> <li>- en cas d'infiltration, il est recommandé l'utilisation de lits d'épandage plutôt que de puits d'infiltration,</li> <li>- les ouvrages de gestion des eaux pluviales créés dans le cadre de permis de lotir devront être dimensionnés au minima pour la voirie et pour les surfaces imperméabilisées totales susceptibles d'être réalisées sur chaque lot</li> </ul> <p><b>Règle de conception des bassins de rétention</b> Les volumes utiles des bassins seront calculés sur la base d'un débit de fuite préconisé par la réglementation en vigueur avec un minimum de 3 l/s pour une pluie décennale. Le raccordement sur le domaine public se fera sous le contrôle de la collectivité. Les bassins à vidange gravitaire devront être privilégiés par rapport aux bassins à vidange par pompe de relevage, ce dernier cas étant réservé si aucun dispositif n'est réalisable en gravitaire. Les bassins situés sur la nappe devront être étanche afin de ne pas engendrer de pollution. La conception des bassins devra permettre le contrôle du volume utile lors des constats d'achèvement des travaux (certificats de conformité, justificatifs de livraison de matériaux, ...). Le choix des techniques mises en oeuvre devra garantir une efficacité durable et un entretien aisé. Les dispositifs de rétention devront être entretenus régulièrement afin d'éviter tout phénomène de colmatage et en particulier le dispositif d'ajutage en sortie d'ouvrage. Les ouvrages seront équipés d'une surverse, fonctionnant uniquement après remplissage total du bassin par des apports pluviaux supérieurs à la période de retour de dimensionnement. La connexion de cette surverse au domaine public est interdite. Le trop plein des eaux devra se faire par épandage diffus sur la parcelle sans porter ou être susceptible de porter atteinte aux biens et aux personnes. Dans le cas contraire, lorsqu'il est impossible de disposer d'un exutoire dans ces conditions, le raccordement de la surverse sur le domaine public devra être spécifié dans l'autorisation d'urbanisme. Si compte tenu de l'activité du pétitionnaire, le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, des dispositions d'épuration devront être mise en place afin de rejeter des eaux qui respectent les niveaux de qualité suivants : MES : ..... 30 mg/l DCO : ..... 25 mg/l Hydrocarbures : ..... 5 mg/l Les bassins implantés sous une voie devront respecter les prescriptions de résistance mécanique applicables à ces voiries. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour sécuriser l'accès à ces ouvrages.</p>	oui	<p><b>La solution "infiltration à la parcelle" a été étudiée dans le cadre d'un dossier indépendant soumis en instruction (dossier n°EV2379). Le sol avait jugé inapte à l'infiltration. Le projet de bassin de rétention a donc été privilégié.</b></p> <p><b>Le dimensionnement du bassin est décrit dans le dossier n°EV2379 et repris dans le présent dossier. Comme stipulé dans le dossier, le débit de fuite de 3 l/s pour une pluie décennale a été pris en compte, le bassin sera étanche, une surverse est prévue.</b></p> <p><b>Un séparateur à hydrocarbure est prévu en sortie de bassin. Il est visible sur les plans fournis dans le présent dossier.</b></p> <p><b>Le dossier n°EV2379 cité ci-dessus est fourni dans le dossier ANNEXES</b></p>	oui
<b>Article U.4-4 : autres réseaux</b>	Pour toute construction nouvelle, les réseaux électriques et téléphoniques devront être réalisés en souterrain, entre la construction et le point de raccordement avec le réseau public, à la charge du maître d'ouvrage	oui	-	oui
<b>Article U.5 : Superficie minimale des terrains constructibles</b>				
Article supprimé				
<b>Article U.6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</b>				
<b>Article U.6-1</b>	Pour les zones U situés dans l'espace urbanisé, le recul minimum des constructions sera de 50 m par rapport à l'axe de la RN12.	oui	<b>Marge de recul respectée</b>	oui
<b>Article U.6-2</b>	En zones Ui, UL, Uf et Ut, le recul minimum des constructions par rapport à l'alignement existant des voies ou places publiques ou à l'alignement futur est de 10 m.	oui	<b>Marge de recul respectée</b>	oui
<b>Article U.6-3</b>	Dispositions pour les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un élément de patrimoine architectural à protéger	non		
<b>Article U.6-4</b>	Dispositions pour les cas particuliers cités	non		
<b>Article U.7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</b>				
<b>Article U.7-1</b>	En zones Ui et Uf, à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 5 m.	oui	<b>Marge de recul respectée Pas de bâtiment à 5 mètres ou moins des limites séparatives</b>	oui
<b>Article U.7-2</b>	Dispositions pour les cas particuliers cités	non		
<b>Article U.8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une propriété</b>				
Non réglementé				
<b>Article U.9 : Emprise au sol des constructions</b>				



## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LANDIVISIAU

Articles	Détail article	CONCERNE LE SITE	DETAIL DU PROJET	COMPATIBILTE
Non réglementé				
<b>Article U.10 : Hauteur maximale des constructions</b>				
<b>Article U.10-1</b>	En zones Ui Dans une bande de 5 m par rapport à la limite séparative, la hauteur maximale des constructions est de 10 m. Au-delà de cette bande, la hauteur n'est pas réglementée.	oui	<b>Pas de bâtiment à 5 mètres ou moins des limites séparatives</b>	oui
<b>Article U.10-2</b>	Dispositions pour les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un élément de patrimoine architectural à protéger	non		
<b>Article U.10-3</b>	Dispositions pour les cas particuliers cités	non		
<b>Article U.11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords</b>				
<b>Article U.11-1</b>	Dispositions pour les éléments du patrimoine et du paysage identifiés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme	non		
<b>Article U.11-2 : architecture</b>	En zones Ui <b>Volumes des bâtiments d'activités</b> L'implantation et le volume général des constructions ou ouvrages à créer ou à modifier devront être traités en relation avec le site dans lequel ils s'inscrivent, qu'il soit naturel ou urbain. Les volumes seront simples et sobres, bien distincts, et exprimant clairement les différentes fonctions de l'activité, avec le choix d'un élément principal pour la composition. Si le linéaire de façade est trop important, des éléments de volumétrie ou des jeux de calepinage viendront rythmer et animer la perception de la façade depuis les voies. <b>Couleurs et matériaux</b> Les couleurs des matériaux de parement (pierre, enduit, bardage) et des peintures extérieures devront s'harmoniser entre elles et ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants. Ces couleurs seront choisies pour permettre la meilleure insertion possible dans le site. Les teintes sombres participeront à l'intégration des volumes bâtis dans le contexte paysager. Les enduits et bardages seront de teinte sombre ou colorée peu intense (nuances de gris, de bruns). Les couleurs des toitures seront impérativement dans les teintes foncées. Le choix des matériaux sera limité à un petit nombre (un principal et 2-3 accents d'autres matériaux). <b>Enseignes</b> Les enseignes seront apposées sur les façades du bâtiment sans pouvoir dépasser les volumes du bâtiment. Les enseignes et pré-enseignes lumineuses sont interdites. <b>Aires de stockage</b> Tout espace de stockage à ciel ouvert non dissimulé est strictement interdit en façade des voies publiques d'accès. Les aires de stockage devront être implantées à l'arrière. Elles devront être dissimulées par un dispositif vertical adapté à la hauteur et au linéaire de stockage (haies, mur ou muret, treillage bois ...).	oui	<b>Une étude d'insertion paysagère a été effectuée dans le cadre de la demande du permis de construire. Elle a été aussi intégrée en annexe au présent dossier. Les bâtiments seront sobres, les teintes seront sombres. Les dispositions sur les enseignes et les aires de stockage seront respectées.</b>	oui
<b>Article U.11-3 : clôtures</b>	En zones Ui Au sein de la zone Ui, les clôtures éventuelles seront constituées : - de grillages à mailles rigides plastifiées de couleur neutre, montées sur poteaux métalliques de même couleur et de même hauteur. Ces clôtures seront doublées d'une haie vive constituée d'arbustes en mélange. - d'un mur enduit, d'une hauteur ne devant pas excéder 2 m, sauf nécessité impérative liée au caractère de l'établissement.  Pour l'ensemble des zones U, feront l'objet d'interdiction pour toutes les clôtures : - les éléments décoratifs d'aspect béton moulé, - les murs en briques d'aggloméré d'aspect ciment non enduits, - les plaques d'aspect béton préfabriquées, y compris à claire-voie, - les matériaux de fortune (tôle ondulée, amiante...), - les bâches plastiques occultantes et les haies de conifères.	oui	<b>Les grillages, par ailleurs représentés sur l'insertion paysagère de la demande de permis de construire, respecteront ces dispositions.</b>	oui
<b>Article U.12 : Aires de stationnement</b>				

## COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PLU DE LANDIVISIAU

Articles	Détail article	CONCERNE LE SITE	DETAIL DU PROJET	COMPATIBILTE
Article U.12	Pour toutes les zones, les aires de stationnement des véhicules automobiles doivent correspondre aux besoins des constructions ou installations à édifier ou à modifier (admises dans la zone) et à leur fréquentation, comme déterminés en annexe 1. Les aires de stationnement doivent être réalisées en dehors des voies publiques et ne devront pas apporter de gêne à la circulation générale. A défaut, il sera fait application des dispositions du code de l'Urbanisme	oui	Les aires de stationnement sont clairement identifiées sur les plans fournis dans le cadre du présent dossier. Elle seront intégralement localisées en terrain privé et correspondront aux besoins de l'usine (personnel, visiteurs, livraisons, expéditions, prestataires)	Oui
<b>Article U.13 : Obligations en matières de réalisation d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs et de plantation</b>				
Article U.13	Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement seront aménagées et entretenues de façon à garantir le bon aspect des lieux. Les installations techniques et les installations indispensables susceptibles de nuire à l'aspect des lieux telles que réservoirs, citernes, remises, ... devront faire l'objet de mesure d'intégration paysagère. Pour toutes les zones, la conservation des talus, notamment ceux en limite séparative ou en bordure de voie est préconisée. Sont admis les arasements nécessaires à l'accès au terrain et aux biseaux de visibilité	oui	Le site sera entretenu est respectera ces dispositions	oui
<b>Article U.14 : Coefficient d'occupation des sols</b>				
Article supprimé				
<b>Article U.15 : Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performance énergétiques et environnementales</b>				
Article U.15	Les systèmes de production d'énergies renouvelables seront privilégiés, par exemple : panneaux solaires, chauffage au bois, pompe à chaleur... Ces systèmes doivent être, au maximum, intégrés aux volumes des constructions	oui	Mise à part la production d'eau chaude sanitaire (gaz de ville), la source d'énergie envisagée est la récupération de chaleur sur la production de foid nécessaire au process.  Conformément à cet article, une réflexion sur la production d'énergie renouvelable a été menée. Les possibilités de mise en place de panneaux photovoltaïques ont été étudiées.  En toiture, une telle installation n'est pas couverte par l'assurance de l'entreprise et empêche l'obtention du certificat APSAD N1 relatif au sprinklage. La solution pour une couverture de la zone parking n'est pas économiquement viable.	oui
<b>Article U.16 : Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques</b>				
Article U.16	Les opérations et constructions devront être raccordées aux réseaux de communication électronique haut débit ou très haut débit, lorsqu'ils existent.	oui	Bâtiment raccordé à Internet haut débit	oui

## P.J. n°5. Capacités techniques et financières



ZONE D'ACTIVITE DU VERN  
29400 Landivisiau

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PJ 5 : Capacités techniques et financières**

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version	MARINE HARVEST KRITSEN
02/10/2020	19292492	MB	AB	2.0	Demande d'enregistrement

# 1 CAPACITES TECHNIQUES

---

Les capacités techniques de MARINE HARVEST KRITSEN reposent d'une part sur le savoir-faire du groupe MOWI et d'autre part sur la qualification des dirigeants et du personnel de l'établissement. Le groupe a été fondé il y a plus de cinquante ans et dispose d'une solide expertise dans le process mis en œuvre pour le projet.

Comme expliqué dans le dossier, la construction de la future usine de Landivisiau s'inscrit dans la continuité de l'activité qui ne s'est pas arrêté depuis l'incendie, malgré les déménagements successifs. Ainsi, les capacités techniques ont été maintenues.

## 1.1 SAVOIR FAIRE

MOWI est une des plus grandes entreprises mondiales des produits de la mer et le plus grand producteur mondial de saumon d'Atlantique. Le groupe est présent dans 25 pays, emploie 14537 personnes dans le monde et réalise 3,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Les méthodes de travail et les protocoles pratiqués actuellement sont issus de l'expérience que les différents exploitants ont développée. Ce savoir-faire permettra d'obtenir de bons résultats techniques et économiques et contribuera à la réussite du projet.

Le groupe est également épaulé par un réseau de professionnels et de conseillers techniques, garantissant la conduite de l'exploitation dans les meilleures conditions.

## 1.2 PERSONNEL

Pour gérer l'ensemble des tâches au quotidien, le site de Landivisiau disposera d'un effectif estimé à 193 employés hors saison et de 274 employés en saison. Le service logistique sera basé à Plouénan, le support administratif à Landivisiau.

L'effectif de Landivisiau se répartira selon les services suivants :

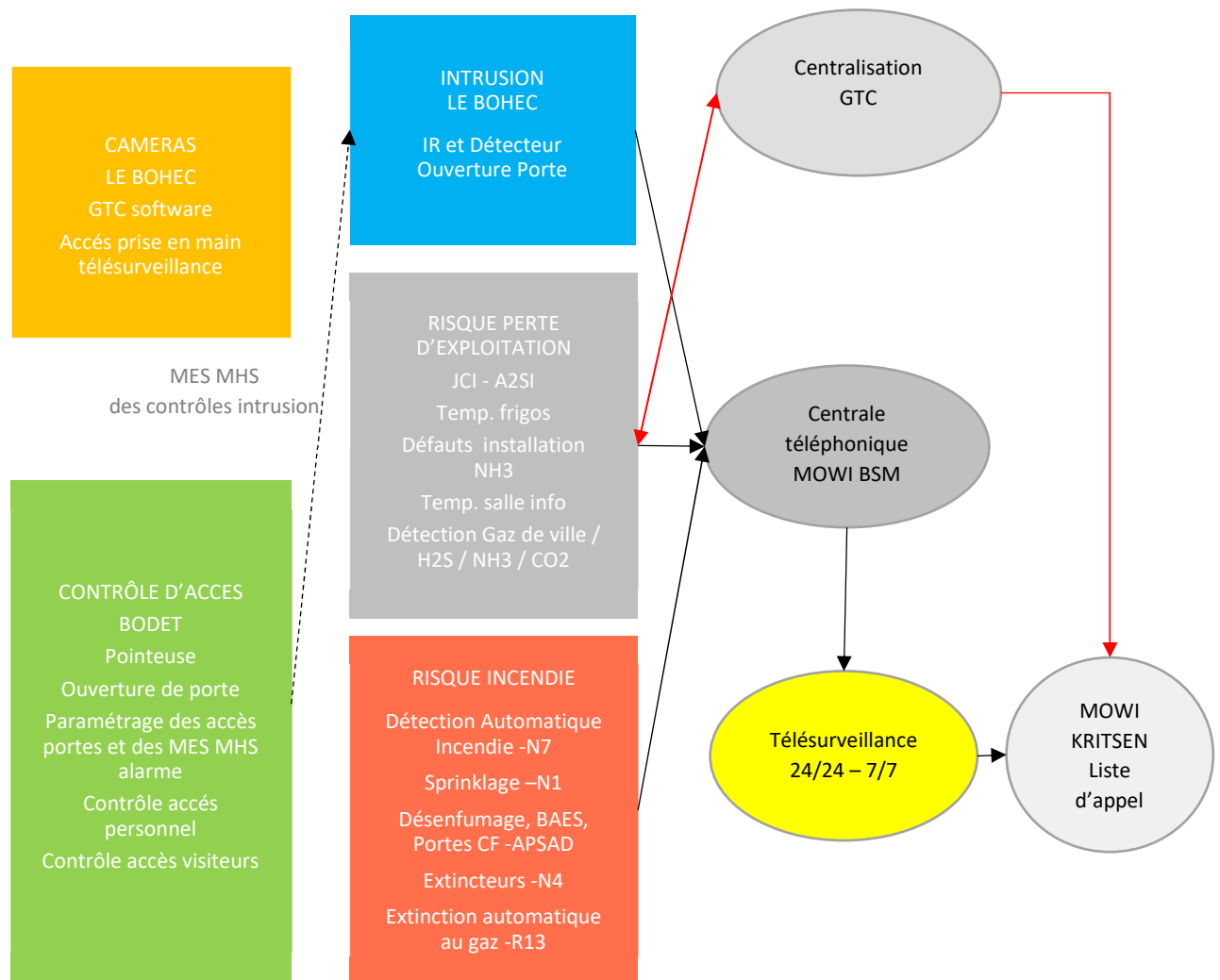
Tableau 1 : effectifs prévus sur le site de Landivisiau

Service / atelier	Effectifs hors saison (1*7 ou 2*7)	Effectifs saison (2*7 ou 3*7)
Maintenance	8	8
Management Production	5	8
Salage / fumage	17	34
Tranchage	80	113
Conditionnement / expéditions	22	33
Logistique	17	34
Support production	20	20
Support administratifs	24	24
<b>TOTAL</b>	<b>193</b>	<b>274</b>

A la suite de l'incendie de l'usine de Landivisiau ayant eu lieu le 11 juillet 2018, une partie du personnel, notamment les conducteurs de ligne, a été redéployée sur un site du groupe situé à Cuisery près de Lyon, puis à Lampaul-Guimiliau. Ceci a permis de conserver l'expertise technique au sein de

l'entreprise. Le personnel technique de la nouvelle usine sera le même que celui présent sur l'ancien site de Landivisiau et également en poste sur Lampaul-Guimiliau. Ils connaissent donc les problématiques liées à l'usine.

Les compétences du personnel ainsi décrites sont renforcées par une structure organisée de la supervision de la sécurité du site (schéma ci-dessous), ce qui assure une gestion optimale de toutes les installations techniques du site.



Les compétences du personnel, renforcées à la fois par une formation interne à leur arrivée dans l'établissement et à la fois par des formations externes régulières, apporteront les garanties nécessaires à la maîtrise technique du fonctionnement des installations et matériels ainsi qu'à la maîtrise sanitaire primordiale pour les productions de MARINE HARVEST KRITSEN.

Les méthodes de travail et les protocoles pratiqués chez MARINE HARVEST KRITSEN sont issus de l'expérience du personnel et de l'équipe dirigeante. Le directeur de l'usine de Landivisiau sera M. Xavier PIERRE.

## 2 CAPACITES FINANCIERES

---

Afin d'optimiser la gestion financière du projet, MARINE HARVEST KRITSEN a su s'entourer de prestataires compétents. Outre les capacités techniques de MARINE HARVEST KRITSEN à conduire un atelier de transformation de matières premières d'origine animale, les capacités financières ont été étudiées.

MOWI a enregistré une bonne année 2019. Les produits s'élèvent à 4.135,16 millions d'euros et le bénéfice net à 476,3 millions d'euros.

Les rapports financiers du groupe sont disponibles sur : <https://mowi.com/investors/reports/>

Compte tenu de l'investissement prévu et des derniers résultats comptables de l'établissement existant, le projet d'exploitation de MARINE HARVEST KRITSEN se présente de façon assurée.

La lettre d'engagement d'attestation des capacités financières du groupe MOWI est jointe ci-dessous.



## Attestation des capacités financières – Eléments comptables

Dans le cadre de l'enregistrement d'une unité de préparation et de conditionnement de salmonidés à Landivisiau (29), voici les éléments comptables et financiers liés à ce projet.

La société MOWI a été créée en 1992. Les capitaux propres au 31 décembre 2019 s'élèvent à 2.892,6 M€. Cette société, dont le siège social est situé à Bergen en Norvège est cotée à la bourse d'Oslo. Elle soutient activement, commercialement et financièrement le projet dans son développement. L'intégralité des investissements et des besoins financiers sont réalisés avec le soutien du groupe et donc sans aucun engagement vis-à-vis d'un établissement bancaire. Le lien vers le dernier rapport financier du groupe pour l'année 2019 a été mentionné dans le dossier.

Voici quelques éléments de ce rapport financier.

Le bénéfice opérationnel avant intérêts et impôts s'est élevé à 720,9 millions d'euros.

La répartition de la contribution des différentes sections du groupe est la suivante :

- Alimentation : 22,4 millions d'euros
- Elevage : 602,2 millions d'euros
- Marchés : 75,2 millions d'euros
- Produits de consommation : 38,6 millions d'euros.
- Autres : -17,5 millions d'euros

Tous les investissements réalisés sont financés par le groupe MOWI.

Ces éléments nous permettent donc de valider la situation financière du groupe et attestent de notre capacité financière à mener à terme notre projet.

Pour faire valoir ce que de droit  
A Landivisiau, le 23 avril 2020

MOWI WESTERN EUROPE  
Fabrice BARREAU  
Président

Marine Harvest Kritsen	OFFICE ZA du Vern 29400 Landivisiau	PHONE 02.98.68.44.44	FAX
	POSTAL CS 50409 29404 Landivisiau cedex	WEB <a href="http://marineharvest.com">http://marineharvest.com</a>	



P.J. n°6. Respect des prescriptions  
générales (rubrique 2221 –  
enregistrement)



ZONE D'ACTIVITE DU VERN  
29400 Landivisiau

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PJ 6 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES –  
RUBRIQUE 2221 – ENREGISTREMENT**

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version	MARINE HARVEST KRITSEN
05/10/2020	19292492	MB	AB	2.0	Demande d'enregistrement

le site sera soumis au régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2221 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le tableau ci-dessous présente donc la conformité du projet de MARINE HARVEST KRITSEN à l'arrêté du 23/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'appuie sur le guide disponible sur le site de l'INERIS ([https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/guide\\_2221.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/guide_2221.pdf)).

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier																												
<b>Article 1</b>	Aucune	Sans objet																												
<b>Article 2</b>	Les activités exercées ainsi que la nature et la quantité journalière des produits entrants (quantité de produit animal ou d'origine animale), la capacité de production exprimée en produits finis en distinguant le cas échéant la matière première d'origine animale de celle d'origine végétale sont décrites par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. En présence d'un local frigorifique, indiquer si la température est positive ou négative. Indiquer si l'activité est implantée au sein d'un ERP.	<p>La société MARINE HARVEST KRITSEN exploitera sur ce site une usine agroalimentaire dont l'activité est la transformation de salmonidés. Les matières premières seront des filets de poisson frais (saumon et truite).</p> <p>La quantité de produit entrant est de 35 t/j en pointe à terme (voir rubrique 4.3.1 page 48 du dossier).</p> <p>Les différents stockages sont repris dans le tableau ci-dessous (voir rubrique 4.3.6 page 51 du dossier).</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Rub.</th> <th>Stockages</th> <th>Détails</th> <th>Volumes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1510</td> <td>Matières combustibles</td> <td>Sel/épices</td> <td>126 t</td> </tr> <tr> <td>1511</td> <td>Entrepôts frigorifiques*</td> <td>MP/PF/déchets</td> <td>987 m<sup>3</sup></td> </tr> <tr> <td>1530</td> <td>Dépôt de papier, cartons</td> <td>Papiers/cartons</td> <td>32 m<sup>3</sup></td> </tr> <tr> <td>1532</td> <td>Stockage de bois</td> <td>Palettes/sciure</td> <td>392 m<sup>3</sup></td> </tr> <tr> <td>2663</td> <td>Stockage de polymères alvéolaire</td> <td>Polystyrène compacté</td> <td>74 m<sup>3</sup></td> </tr> <tr> <td>2663</td> <td>Stockage de polymères</td> <td>Divers plastiques</td> <td>275 m<sup>3</sup></td> </tr> </tbody> </table> <p><i>MP = matières premières ; PF : produits finis</i></p> <p>* Les températures de stockage des locaux frigorifiques sont présentées en section 4.3.6 page 51 pour ne pas alourdir ce tableau.</p> <p>Des éléments complémentaires sont précisément décrits en sections 4.1.4.3 page 19 et 4.1.5 page 26.</p> <p>L'activité n'est pas implantée au sein d'un ERP.</p>	Rub.	Stockages	Détails	Volumes	1510	Matières combustibles	Sel/épices	126 t	1511	Entrepôts frigorifiques*	MP/PF/déchets	987 m <sup>3</sup>	1530	Dépôt de papier, cartons	Papiers/cartons	32 m <sup>3</sup>	1532	Stockage de bois	Palettes/sciure	392 m <sup>3</sup>	2663	Stockage de polymères alvéolaire	Polystyrène compacté	74 m <sup>3</sup>	2663	Stockage de polymères	Divers plastiques	275 m <sup>3</sup>
Rub.	Stockages	Détails	Volumes																											
1510	Matières combustibles	Sel/épices	126 t																											
1511	Entrepôts frigorifiques*	MP/PF/déchets	987 m <sup>3</sup>																											
1530	Dépôt de papier, cartons	Papiers/cartons	32 m <sup>3</sup>																											
1532	Stockage de bois	Palettes/sciure	392 m <sup>3</sup>																											
2663	Stockage de polymères alvéolaire	Polystyrène compacté	74 m <sup>3</sup>																											
2663	Stockage de polymères	Divers plastiques	275 m <sup>3</sup>																											
<b>Article 3</b>	Aucune	Sans objet																												
<b>Article 4</b>	Aucune	Sans objet																												

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
<b>Article 5 (implantation)</b>	Plan d'implantation de l'installation. Le cas échéant, éléments pour justifier d'un niveau de sécurité équivalent aux distances d'implantation prévues.	Un plan d'implantation est fourni en P.J. n°2 L'installation ( <b>locaux de réception, préparation, conditionnement et entreposage d'après définition de l'arrêté</b> ) sera implantée à plus de 10 m des limites de propriété. Voir également section 5.2 page 72.
<b>Article 6 (envol de poussières)</b>	Dispositions prises pour prévenir les envols de poussières.	Ces dispositions sont décrites en section 7.1.5.6 page 109.
<b>Article 7 (intégration dans le paysage)</b>	Dispositions prises pour l'intégration de l'installation dans le paysage.	L'insertion paysagère fournie avec le permis de construire est fournie en dossier ANNEXES (Annexe 5). Les modélisations graphiques en 3D ont été numérotées, et le point de vue est fourni.  Concernant les matériaux utilisés, pour la partie « usine », un bardage noir acier sera utilisé. Pour la partie « locaux sociaux », il s'agira d'un bardage bois pour la partie haute et enduit pour la partie basse.  Voir éléments complémentaires en section 5.2.2 page 73.
<b>Article 8 (localisation des risques)</b>	Plan général des ateliers et des stockages identifiant les zones à risques.	Les plans des stockages sont fournis dans le dossier ANNEXES (Annexe 9). La dénomination des stockages est visible sur les plans. Ces plans incluent une légende numérotée de l'ensemble des locaux.  Le plan de localisation des locaux à risque est fourni dans le dossier ANNEXE (Annexe 6). Il s'agit de <ul style="list-style-type: none"> <li>- La salle des machines ammoniac (1.56)</li> <li>- Le stockage emballages (1.39)</li> <li>- Le stockage négatif produits finis (1.51 ; 1.46)</li> <li>- Le générateur de fumée (1.20)</li> </ul> Les murs coupe-feu autour de ces zones sont visibles sur le plan fourni (voir aussi section 5.3.4.11 page 87).

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
		Concernant le cas spécifique de l'ammoniac, un document d'engagement sur le respect des prescriptions relatives à l'arrêté du 19/11/09 (rubrique 4735, régime déclaration) est fourni en dossier ANNEXES (Annexe 24).
<b>Article 9 (état des stocks de produits dangereux)</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 10</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 11 (comportement au feu)</b>	<p>Plan détaillé de l'installation mentionnant la destination des différents locaux, leurs surfaces, la présence éventuelle d'ouvertures dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, câbles électriques, convoyeurs) et précision des matériaux utilisés et de ses caractéristiques techniques pour chacune des prescriptions.</p> <p>Les quantités stockées en matières premières, consommables et produits finis sont précisées par local et pour les produits finis, cette quantité stockée est comparée à la quantité produite pendant deux jours de fonctionnement de l'installation classée sous la rubrique 2221.</p>	<p>Les plans en dossier ANNEXES (Annexe 2, Annexe 9) regroupent de façon précise ces informations. Les zones à risques y sont également repérées sur un plan dédié.</p> <p>Les quantités stockées en matières premières, consommables et produits finis sont fournies de façon précises en section 4.3 page 47 du présent dossier.</p>
<b>Article 12 (accessibilité)</b>	<p>Alinéa I : localiser les accès des secours sur un plan.</p> <p>Alinéas II, III et IV : Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons et de connaître la force de portance des différentes voies.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures équivalentes permettant d'assurer l'accès au site pour les services d'incendie et de secours, accompagnées de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Ces aménagements peuvent ensuite être instruits par avis du CODERST.</p>	Les accès sont visibles sur le plan en P.J. n°3. Une description des modalités d'accès et des voiries est fournie en section 5.3.2 page 73.
<b>Article 13 (désenfumage)</b>	Superficie de toiture et superficie des ouvertures fournir un plan mentionnant les cantons de désenfumage, leur dimension et leur surface et indiquer les matériaux utilisés et leurs caractéristiques techniques.	Le plan des locaux à risques fourni en dossier ANNEXES (Annexe 6) localise les cantons de désenfumage, les ouvertures, les superficies respectives des cantons et des ouvertures. Pour chaque canton, les surfaces géométriques d'ouverture (SGO) des exutoires et les surfaces utiles de

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
		<p>désenfumage (SU) sont calculées. Les ratios de surfaces respectent les préconisations de cet article.</p> <p>Les exutoires sont composés d'une costière galvanisée avec cadre ouvrant double vantail à 110°. Les déflecteurs sont en aluminium. Le capot est en PCA opalescent.</p>
<b>Article 14 (moyens de lutte contre l'incendie)</b>	Plan et note descriptive des dispositifs de sécurité mises en place. Note de dimensionnement du ou des bassins. Description des mesures prises pour assurer la disponibilité en eau. En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures équivalentes permettant d'assurer la lutte contre l'incendie, accompagnées de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Ces aménagements peuvent ensuite être instruits par avis du CODERST	<p>Les besoins en eau et la disponibilité de ces ressources sont abordés en section 5.3.4 page 75.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction est abordée en section 5.3.4.9 page 85.</p> <p>Les éléments décrits sont visibles sur le plan en P.J. n°3.</p>
<b>Article 15</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 16</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 17 (installations électriques)</b>	En cas de présence d'un local frigorifique, précision des matériaux utilisés et de ses caractéristiques techniques	Les locaux frigorifiques sont décrits en section 4.3.6.2 page 52 et en dossier ANNEXES (Annexe 2).
<b>Article 18</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 19 (système de détection et extinction automatique)</b>	Fournir la liste des détecteurs, des alarmes, leur emplacement et leurs fonctionnalités.	Ces éléments sont fournis dans le la section 5.3.4 page 75
<b>Article 20 (rétentions et isolement du site)</b>	Liste des aires et locaux susceptibles d'être concernés et dispositifs de rétention mis en place avec calcul de dimensionnement Descriptif du dispositif de confinement et note justifiant du volume de confinement.	<p>La liste des aires de stockages est fournie en section 4.1.6.1 page 30.</p> <p>Les aires de stockage des produits sont visibles sur le plan en P.J. n°3, excepté pour le stockage des produits nécessaires au traitement des effluents, qui sont stockés directement sur la station. Les dispositifs de rétention prévus sont décrits en section 5.3.3 page 74.</p> <p>Le bassin d'orage fait également office de dispositif de confinement en cas d'incendie. La correspondance du</p>

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
		volume du bassin avec le besoin en rétention est étudiée en section 5.3.4.9 page 85. Le volume de 1860 m <sup>3</sup> , plus élevé que la valeur calculée (1604 m <sup>3</sup> ), permet de conserver une marge de sécurité importante.
<b>Article 21 (surveillance de l'installation)</b>	Identification de la ou les personnes référentes et du dispositif prévu pour restreindre l'accès des personnes extérieures aux installations (grille, contrôle accès...)	Les modalités d'accès au site sont décrites en section 5.3.2 page 73
<b>Article 22 (travaux)</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 23 (vérification périodique et maintenance des équipements)</b>	Contrat(s) de maintenance avec prestataire(s) chargé(s) de la vérification des équipements (sécurité, incendie et outil de production).	Une liste des vérifications et contrôles, ainsi que les prestataires missionnés est fournie en section 4.1.6.2 page 31.
<b>Article 24 (consignes d'exploitation)</b>	Plan indiquant les lieux de stockage (intérieur et extérieur du bâtiment) et la nature et la quantité des produits stockés.	<p>La localisation des zones de stockages est fournie dans le dossier ANNEXES (Annexe 9).</p> <p>La nature et les quantités de matières stockées sont abordées dans les sections correspondantes du présent dossier, où sont repris les identifiants figurant sur les plans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage de matières combustibles (matières premières) : section 4.3.6.1 page 52 et 4.3.6.2 page 52</li> <li>- Stockage de produits finis : section 4.3.6.2 page 52 et section 4.3.6.3 page 54 (produits finis conditionnés)</li> <li>- Stockage de papiers/ cartons : section 4.3.6.3 page 54</li> <li>- Stockage de bois : section 4.3.6.4 page 55</li> <li>- Stockage de polymères : section 4.3.6.5 page 56</li> <li>- Stockage de produits chimiques : section 4.3.7 page 57 et section 5.3.3 page 74.</li> </ul>
<b>Article 25</b>	Lorsque le rejet s'effectue dans une STEP, il précise le nom de la STEP. Sous réserve de la fourniture de l'autorisation de déversement dans le dossier d'enregistrement ou à défaut de l'autorisation, d'une lettre du gestionnaire de la STEP indiquant l'acceptation des effluents, l'installation est alors considérée	Toutes les informations sur la gestion des effluents sont fournies en section 4.1.7 page 38.



Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
	<p>conforme avec les exigences de cet article. Que l'installation soit raccordée ou non, description des dispositions prises dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.</p>	<p>Comme précisé dans le dossier en section 7.1.1.1 page 95, les mesures prises pour limiter les flux d'eau dans le process et lors des lavages sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesure des consommations d'eau (suivi instantané, hebdomadaire et mensuel) ;</li> <li>- Recherche des fuites d'eau ;</li> <li>- Rappel des bonnes pratiques (raclage des déchets, pas de pousse à l'égout en utilisant de l'eau) ;</li> <li>- Utilisation de récupération de chaleur pour faire fondre la glace ;</li> <li>- Utilisation d'un réseau d'eau de refroidissement des thermoformeuses en circuit fermé (pas d'eau perdue)</li> <li>- Choix des équipements de process performants (rampe de dessalage) ;</li> <li>- Choix des équipements de lavage performants (buses à économie d'eau),</li> <li>- Tous les process seront équipés d'électrovanne de coupure d'eau et de système temporisé pour le rinçage,</li> </ul> <p>Sur l'unité de pré-traitement, les mesures prises sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation d'eau chaude pour rincer le tamis rotatif ;</li> <li>- Recherche des fuites d'eau ;</li> <li>- Choix d'équipements performants.</li> </ul>
<p><b>Article 26</b></p>	<p>Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements indiquant les ouvrages de disconnection prévus à l'article 29. Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L 211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture. Sinon, en cas de prélèvement en ZRE, le seuil peut être abaissé et fixé à 8 m<sup>3</sup>/h sur demande de l'exploitant qui justifiera de la compatibilité de ce prélèvement avec les règles de la ZRE et</p>	<p>Le forage est visible sur le plan en P.J. n°3. Le prélèvement sur le forage existant sera inférieur à 1500 m<sup>3</sup>/an. Les dispositions relatives à l'exploitation du forage ainsi que ses dispositions techniques sont reprises en section 7.1.1.1 page 95. Le dossier de déclaration du forage est fourni dans le dossier ANNEXES (Annexe 20).</p> <p>Le système de disconnection du forage sera situé dans une guérite, qui sera mise en place près de la tête de forage.</p>

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
	<p>prescrit par APC. Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel et selon le type de prélèvement, justification du respect des seuils prélevés figurant à l'article 28. Description des procédés de réfrigération mis en œuvre le cas échéant.</p>	<p>Le projet n'est pas situé en ZRE.</p> <p>Les informations précises sur le besoin en eau sont fournies en section 4.1.5.4 page 28.</p> <p>Le système de production de froid est décrit en section 4.1.4.4 page 20. Il n'y aura pas de tour aéroréfrigérantes (TAR) sur l'installation, mais des condenseurs adiabatiques. Dans ce système, le fluide à refroidir évolue en circuit fermé, tout comme le système de distribution d'eau pour le pré-refroidissement de l'air entrant lorsque la température extérieure exige de l'activer.</p> <p>Les procédés de réfrigération des thermoformeuses (conditionnements des produits finis) seront en circuit fermé, sans perte d'eau.</p>
<p><b>Article 27 (ouvrages de prélèvement)</b></p>	<p>Description des dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Ces règles doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement, si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an.</p>	<p>Le forage est visible sur le plan en P.J. n°3. Le prélèvement sur le forage existant sera inférieur à 1500 m<sup>3</sup>/an. Les dispositions relatives à l'exploitation du forage sont reprises en section 7.1.1.1 page 95.</p> <p>L'eau du forage est uniquement utilisée pour l'unité de pré-traitement et l'eau du réseau d'adduction public pour le reste de la consommation. Il n'y aura pas de mélange des eaux de forage avec les eaux du réseau d'adduction public. Aucun procédé de potabilisation n'est envisagé.</p> <p>Des relevés manuels hebdomadaires et mensuels des débits prélevés seront effectués.</p> <p>Le prélèvement du forage sera inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an. Il a néanmoins fait l'objet d'une mise en conformité récente. Le dossier de déclaration d'existence du forage a été réalisé en</p>

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
		2018 et est fournie en dossier ANNEXES (Annexe 20). Des mises aux normes conformes à l'arrêté du 11 septembre 2003 ont également été réalisées et sont décrites dans cette annexe.
<b>Article 28 (forages)</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 29 (collecte des effluents)</b>	Plan des réseaux de collecte des effluents. Description du dispositif de (pré)traitement. Si des matériaux à risques spécifiés (MRS) sont générés par l'installation, descriptif des installations de prétraitement mises en œuvre.	Le plan des réseaux de collecte est fourni en P.J. n°3. Les informations sur le prétraitement sont fournies en section 4.1.7 page 38.
<b>Articles 30 et 31 (points de rejet et de prélèvement dans l'eau)</b>	Plan des points de rejet comprenant la position des points de prélèvements pour les contrôles	Le point de rejet vers le réseau public et le point de prélèvement figurent au niveau de la STEP. Ils sont matérialisés sur le plan en P.J. n°3.
<b>Article 32 (eaux pluviales)</b>	Description du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et positionnement sur un plan. Si le rejet des eaux pluviales de l'installation s'effectue dans un cours d'eau, fournir le calcul du débit de ruissellement en cas de pluie décennale et, si ce débit est supérieur à 10 % du débit d'étiage du cours d'eau, fournir une note de dimensionnement d'un bassin de confinement destiné à rejeter moins de 10% du débit d'étiage. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, fournir la convention avec le gestionnaire de cet ouvrage et un descriptif du dispositif en place permettant de respecter le débit de rejet fixé par cette convention.	Rejet des eaux pluviales dans le réseau intercommunal. Les modalités de gestion des eaux (dimensionnement bassin, traitement) pluviales sont fournies en section 4.1.8 page 45 et dans le dossier n°EV2379 fourni dans le dossier ANNEXES (Annexe 18). Le bassin est dimensionné pour respecter le débit de fuite défini dans le SDAGE Loire-Bretagne.
<b>Article 33 (eaux souterraines)</b>	Justification relative à l'absence de rejet d'effluents (direct ou indirect) vers les eaux souterraines.	Voir section 7.1.1 page 95
<b>Article 34 (VLE)</b>	Justification relative à la canalisation de tous les rejets et à l'absence de dilution. Fournir le débit maximal journalier spécifique avec les détails du calcul (nombre de jour de production, nombre de jours de rejets, tonnages produits entrants et produits finis)	L'utilisation journalière et annuelle de l'eau est justifiée en section 4.1.5.4 page 28. L'estimation du rejet est basée sur la consommation. Le ratio de consommation est de 9,8 m <sup>3</sup> /t produit entrant. Une justification de ce ratio supérieur à la valeur de 6 m <sup>3</sup> /t définie dans cet article est fournie en section 4.1.5.4.1 page 28.

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier																						
<p><b>Article 35 (température, pH)</b></p>	<p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>Préciser le débit maximal journalier des rejets et justifier que celui-ci est inférieur à 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau, la température de rejet, le pH, l'élévation de température attendue et les effets sur le pH du cours d'eau. Indication des eaux réceptrices conchylicoles, salmonicoles ou cyprinicoles le cas échéant (données disponibles auprès de la Préfecture).</p>	<p>Les rejets s'effectuent dans le réseau public vers la STEP de Landivisiau.</p> <p>Les prescriptions de cet article ne n'appliquent pas.</p>																						
<p><b>Articles 36, 37, 38, 56, 57 et 58</b></p>	<p>Préciser les polluants parmi ceux listés à l'article 36.I et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau comprenant pour chaque type d'effluents : VLE imposée (par AM ou par l'autorisation/convention avec le gestionnaire de la STEP), débit, flux et traitement prévu. L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que la station d'épuration a un rendement épuratoire suffisant sur la base d'un engagement contractuel du fournisseur du système de traitement. Elaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 38, 56, 57 et 58.</p>	<p>Les informations relatives à la surveillance sont fournies en section 4.1.7.5 page 44.</p> <p>Une mise à jour du plan de surveillance prenant en considération les préconisations de l'arrêté du 24/08/17 est prévue. Voir également section 4.1.7.5 page 44.</p> <p>L'acceptabilité de la station d'épuration intercommunale est évaluée en section 4.1.7.3 page 39.</p> <p>Les fréquences de surveillance des paramètres physico-chimiques en sortie de prétraitement sont les suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="1373 879 2029 1372"> <thead> <tr> <th data-bbox="1373 879 1704 975">Paramètre</th> <th data-bbox="1704 879 2029 975">Fréquence d'analyse (Convention de rejet)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="1373 975 1704 1015"><b>Débit journalier</b></td> <td data-bbox="1704 975 2029 1015">En continu</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1015 1704 1054"><b>Température</b></td> <td data-bbox="1704 1015 2029 1054">En continu</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1054 1704 1094"><b>pH</b></td> <td data-bbox="1704 1054 2029 1094">En continu</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1094 1704 1134"><b>DCO</b></td> <td data-bbox="1704 1094 2029 1134">Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1134 1704 1174"><b>DBO5</b></td> <td data-bbox="1704 1134 2029 1174">Trimestrielle</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1174 1704 1214"><b>MES</b></td> <td data-bbox="1704 1174 2029 1214">Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1214 1704 1254"><b>Azote global</b></td> <td data-bbox="1704 1214 2029 1254">Trimestrielle</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1254 1704 1294"><b>Phosphore Pt</b></td> <td data-bbox="1704 1254 2029 1294">Trimestrielle</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1294 1704 1334"><b>Graisses</b></td> <td data-bbox="1704 1294 2029 1334">Trimestrielle</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1373 1334 1704 1372"><b>Chlorures</b></td> <td data-bbox="1704 1334 2029 1372">Hebdomadaire</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètre	Fréquence d'analyse (Convention de rejet)	<b>Débit journalier</b>	En continu	<b>Température</b>	En continu	<b>pH</b>	En continu	<b>DCO</b>	Hebdomadaire	<b>DBO5</b>	Trimestrielle	<b>MES</b>	Hebdomadaire	<b>Azote global</b>	Trimestrielle	<b>Phosphore Pt</b>	Trimestrielle	<b>Graisses</b>	Trimestrielle	<b>Chlorures</b>	Hebdomadaire
Paramètre	Fréquence d'analyse (Convention de rejet)																							
<b>Débit journalier</b>	En continu																							
<b>Température</b>	En continu																							
<b>pH</b>	En continu																							
<b>DCO</b>	Hebdomadaire																							
<b>DBO5</b>	Trimestrielle																							
<b>MES</b>	Hebdomadaire																							
<b>Azote global</b>	Trimestrielle																							
<b>Phosphore Pt</b>	Trimestrielle																							
<b>Graisses</b>	Trimestrielle																							
<b>Chlorures</b>	Hebdomadaire																							

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier
<b>Article 39</b>	Aucune	Sans objet
<b>Article 40 (installations de traitement)</b>	Description des installations de traitement (si non fait dans le tableau suggéré afin de justifier du respect des articles 36 et 37) et des dispositifs de mesure des principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de traitement.	Les informations relatives aux installations de traitement des eaux usées sont fournies en section 4.1.7.3 page 39.
<b>Article 41 (épandage)</b>	Fourniture de l'étude préalable d'épandage et du plan d'épandage. Dans l'étude préalable, l'exploitant démontre qu'il dispose des surfaces suffisantes par rapport aux flux épandus (la règle de la maîtrise de la dose retenue pourra être déterminée en fonction : - du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ; - des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ; - des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ; - des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ; - de l'état hydrique du sol ; - de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.)	Sans objet
<b>Article 42 (généralités)</b>	Alinéa II. Description des éventuels équipements frigorifiques et climatiques utilisant des CFC, HCFC ou HFC	Sans objet – pas d'utilisation de CFC, HCFC ou HFC
<b>Articles 43 et 44 (points de rejet et de mesure dans l'air)</b>	Plan des points de rejet et des points de mesures	Un point de rejet concerne le brûleur associé à la production d'eau chaude. Le point de rejet associé à la production d'eau chaude est localisé et décrit en section 4.1.4.5 page 21. La hauteur de la cheminée est justifiée en dossier ANNEXES (Annexe 22).  Des cheminées sont situées au-dessus des fumoirs. La fumée étant utilisée dans le process, la qualité de celle-ci est vérifiée pendant l'activité par une prise de température de combustion au niveau du générateur de fumée. Les points de rejet associés aux fumoirs sont localisés et décrits en section 4.1.4.8 page 23. La hauteur des débouchés sera

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement	Justification dans le dossier															
		<p>conforme aux caractéristiques des rejets et en accord avec l'Annexe II de l'arrêté.</p> <p>Il y a le moins de point de rejet dans l'air possible à savoir un par fumoir (lié à l'activité), et un pour le gaz servant à la production d'eau chaude.</p>															
<b>Articles 45 à 48</b>	Aucune	Sans objet															
<b>Article 49 (odeurs)</b>	Description des dispositions prises pour limiter les odeurs et l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	Dispositions décrites en section 7.1.5.3 page 107.															
<b>Article 50</b>	Aucune	Sans objet															
<b>Article 51 (bruit)</b>	Description des dispositions prises pour limiter le bruit. Argumentaire détaillant la situation géographique, l'aménagement et les conditions d'exploitation pour justifier l'absence de mesure quinquennale	Dispositions décrites en section 7.1.5.2 page 105.															
<b>Articles 52, 53 et 54 (déchets)</b>	Note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets et sous-produits animaux (le cas échéant) produits, des tableaux de ce type sont fournis :	<p>La section 4.1.6.4 page 35 présente un tableau fournissant ces informations.</p> <p>Cette liste est exhaustive et basée sur l'expérience de la gestion des déchets dangereux produits sur le site de Lampaul-Guimiliau qui a une activité similaire.</p>															
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="465 900 636 1069">Types de déchets</th> <th data-bbox="636 900 882 1069">Codes des déchets (article R541-8 du code de l'environnement)</th> <th data-bbox="882 900 1003 1069">Nature des déchets</th> <th data-bbox="1003 900 1173 1069">Production totale (tonnage maximal annuel)</th> <th data-bbox="1173 900 1344 1069">Mode de traitement hors site</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="465 1075 636 1145">Déchets non dangereux</td> <td data-bbox="636 1075 882 1145"></td> <td data-bbox="882 1075 1003 1145"></td> <td data-bbox="1003 1075 1173 1145"></td> <td data-bbox="1173 1075 1344 1145"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="465 1145 636 1216">Déchets dangereux</td> <td data-bbox="636 1145 882 1216"></td> <td data-bbox="882 1145 1003 1216"></td> <td data-bbox="1003 1145 1173 1216"></td> <td data-bbox="1173 1145 1344 1216"></td> </tr> </tbody> </table>		Types de déchets	Codes des déchets (article R541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site	Déchets non dangereux					Déchets dangereux				
	Types de déchets		Codes des déchets (article R541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site											
	Déchets non dangereux																
Déchets dangereux																	

Prescriptions	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement				Justification dans le dossier
	<b>Nature des sous-produits animaux</b>	<b>Catégorie du sous-produit</b>	<b>Production totale (tonnage maximal annuel)</b>	<b>Filière d'élimination</b>	
<b>Article 58 (impacts sur les eaux de surface)</b>	En cas de rejet s'effectue dans un cours d'eau et de dépassement de l'une des valeurs visées dans l'article 63, description de la surveillance du milieu mise en place.				Sans objet
<b>Article 59 (impacts sur les eaux souterraines)</b>	Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, description de la surveillance des eaux souterraines mise en place.				Sans objet
<b>Article 60</b>	Aucune				Sans objet

P.J. n°10. Récépissé de la demande  
de permis de construire (15/10/19)

Accord du permis de construire  
(06/01/20)

Dossier de demande de  
modification du permis délivré  
(13/02/20)

Récépissé de la demande de  
modification (13/02/20)

Accord du permis de construire  
modificatif (17/04/20)



# Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux<sup>1</sup> après avoir :**
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement);
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

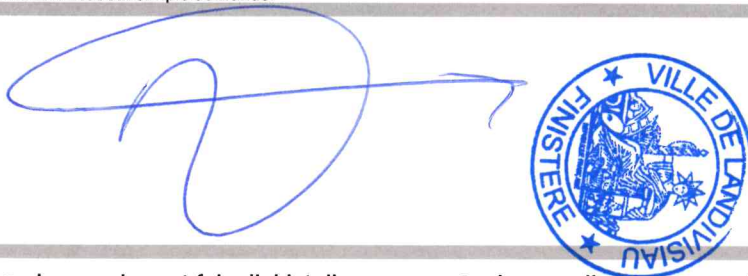
Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° **PC 029 105 19 0 0045**

déposée à la mairie le : **15-10-2019**

fera l'objet d'un permis tacite<sup>2</sup> à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



**Délais et voies de recours :** Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :** Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE**

Département du *FINISTERE*  
Arrondissement de *MORLAIX*  
Canton de *LANDIVISIAU*  
Commune de *LANDIVISIAU*

**ACCORD DE PERMIS DE CONSTRUIRE**  
**avec prescriptions**

Délivré par  
Le Maire au nom de la commune  
Dossier N° : **PC 029 105 19 00045**

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

**Type de demande :** Permis de construire

**Déposé le :** 15/10/2019

**Par :**

**SAS MARINE HARVEST KRITSEN**

Monsieur BARREAU Fabrice  
Z.A.E. du Vern – rue du Pontic  
29400 LANDIVISIAU

**Sur un terrain sis à :**

**Z.A.E. du Vern – rue du Pontic**

Parcelle cadastrée section ZC N° 0280, ZC N° 0283, ZC N° 0326

ZC N° 0357, ZC N° 0291, ZC N° 0351, ZC N° 0336

ZC N° 0354 et ZC N° 0284

Superficie du terrain : 6 859 m<sup>2</sup>, 5 719 m<sup>2</sup>, 9 516 m<sup>2</sup>, 447 m<sup>2</sup>,

2 700 m<sup>2</sup>, 44 m<sup>2</sup>, 4 364 m<sup>2</sup>, 73 m<sup>2</sup>, 7 853 m<sup>2</sup>

Surface créée : **9 462 m<sup>2</sup>**

*Arrêté portant la référence N° 19/00045*  
*Construction d'une usine de saumon fumé*  
*Production, locaux techniques, locaux sociaux et administratifs*

**Le Maire,**

**VU** la demande de Permis de construire susvisée,

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.422-1 et suivants, et R.422-1 et suivants,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24/03/2017, rendu exécutoire le 30/03/2017, révisé le 13/12/2019 et rendu exécutoire le 20/12/2019,

**VU** l'avis favorable assorti de préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère, service Prévision, en date du 26/11/2019,

**VU** l'avis favorable du Ministère des Armées, Division Infrastructures en date du 11/12/2019,

**VU** la preuve de dépôt n° 20190880 classement n° 2019/31 D de déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration (ci-annexé),

**VU** le décret N° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée,

## ARRÊTE

### Article un :

Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions et motivations suivantes :

- le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer aux préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère, service Prévision dont avis ci-annexé,
- l'alimentation en eau potable du projet sera assurée par le service public de distribution d'eau pour un débit de pinte de 30m<sup>3</sup>/h,
- conformément à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, le déversement des eaux usées industrielles du projet dans le réseau public de collecte est autorisé suivant les termes de la convention tripartite signée le 21 juin 2017 entre l'entreprise Marine Harvest Kristen, le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Landivisiau / Lampaul-Guimiliau (S.I.A.L.L.) et l'entreprise SAUR exploitant du service public d'assainissement collectif,
- les travaux d'équipement et de viabilité seront exécutés en accord avec les compagnies concessionnaires intéressées selon les directives que le pétitionnaire devra solliciter,
- les affouillements ou exhaussements des sols autres que ceux liés à une autorisation de construire sont interdits,
- la présente autorisation est délivrée sous réserve de l'observation des règles du cahier des charges du lotissement qui ont toutes valeurs contractuelles (lotissement de plus de 10 ans – règles de droit privé).

### Article deux :

La présente autorisation est délivrée sans préjudice de l'observation et de l'application d'autres législations ou réglementations ne relevant pas du Code de l'Urbanisme (telles que installations classées, Loi sur l'Eau, Environnement, Code de la Construction et de l'Habitation, Code de la Santé Publique, Code Civil, E.R.P., Règlement Sanitaire Départemental...) et auxquelles le pétitionnaire devra se conformer.

### Article trois :

Il est précisé que ce dossier a été instruit, par ENEDIS, sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 2000 kW triphasé.

### Article quatre :

Le bénéficiaire de la présente autorisation est informé que la réalisation du projet donnera lieu à la mise en recouvrement de la Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) d'un montant de **9 962 €** (en application de la délibération du S.I.A.L.L. n° 2012/302 en date du 11/06/2012).

### Article cinq :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle est exécutoire de plein droit à compter de sa réception.

### Article six :

L'avis de dépôt de la présente déclaration préalable a été affiché en Mairie le 15/10/2019 (article R424-5 du Code de l'Urbanisme modifié par décret N° 2018-617 du 17 juillet 2018 – art.6).

### Article sept :

Le présent arrêté peut être contesté auprès du Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet **www.telerecours.fr**

**NB :** Le projet réalisé, conformément à la présente autorisation, est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive dont le montant sera notifié ultérieurement par la Direction des Services Fiscaux.

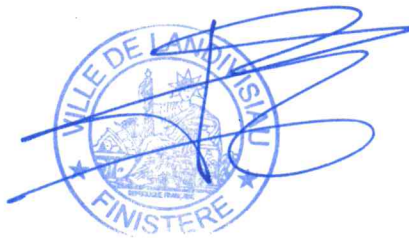
L'attention du titulaire de l'autorisation est attirée sur le fait que la présente décision vaut sans préjudice des résultats des procédures susceptibles d'intéresser son projet au titre de la Loi sur l'Eau.

**La commune de Landivisiau n'ayant pas de règlement local de publicité, la pose d'enseignes est soumise à déclaration auprès des services de la D.D.T.M. à Brest.**

Fait à Landivisiau, le

**6 JAN. 2020**

**Le Maire,  
Laurence CLAISSE**



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture, le... **6 JAN. 2020**

Et de la publication, le... **6 JAN. 2020**

Fait à Landivisiau le... **6 JAN. 2020**

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur Général des Services

Pascal NANTEL,



# Demande de Modification d'un permis délivré en cours de validité

cerfa  
N° 13411\*06

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous souhaitez modifier un permis qui vous a été délivré et qui est en cours de validité.

Un permis est valable trois ans à compter de sa délivrance. Passé ce délai, il devient caduc si les travaux n'ont pas commencé ou s'ils ont été interrompus pendant plus d'un an.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC 029 105 19 00045 M 01  
PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier N° modif.

La présente demande a été reçue à la mairie

le 13/02/2020 Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :  à l'Architecte des Bâtiments de France  
 au Directeur du Parc National

## 1 - Désignation du permis

Autorisation accordée :

- Permis de construire  
 Permis d'aménager

N° permis : 029 105 19 00045 M 01

Date de délivrance du permis : 06/01/2020

PC 029 105 19 00045 01

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE  
VILLE DE LANDIVISIAU  
AVIS FAVORABLE  
pour Permis de Construire  
présenté en mairie le 05/02/2020

## 2 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2<sup>ème</sup>, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier Madame  Monsieur

Nom : Prénom :

Date et lieu de naissance

Date : Commune :

Département : Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : MARINE HARVEST KRITSE N Raison sociale :

N° SIRET : 41117956100020 Type de société (SA, SCI,...) : sas

Représentant de la personne morale : Madame  Monsieur

Nom : BARREAU Prénom : Fabrice

## 3 - Coordonnées du demandeur

Ne remplir que si les coordonnées du demandeur sont modifiées

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Téléphone : indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame  Monsieur  Personne morale

Nom : ..... Prénom : .....

OU raison sociale : .....

Adresse : Numéro : ..... Voie : .....

Lieu-dit : ..... Localité : .....

Code postal : ..... BP : ..... Cedex : .....

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : ..... Division territoriale : .....

Téléphone : ..... indiquez l'indicatif pour le pays étranger : .....

PC 0291051900045 noi

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : .....@.....

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

#### 4 - Le terrain

Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : ..... Voie : .....

Lieu-dit : ..... Localité : .....

Code postal : ..... BP : ..... Cedex : .....

Références cadastrales<sup>1</sup> : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 7)

Préfixe : ..... Section : ..... Numéro : .....

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

#### 5 - Architecte

Vous avez eu recours à un architecte : Oui  Non

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : DAVAL ..... Prénom : Chrstelle

Numéro : 24 ..... Voie : rue Pierre Sépard

Lieu-dit : ..... Localité : RENNES

Code postal : 3 5 2 0 0 BP : ..... Cedex : .....

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : BRES01179-S11466

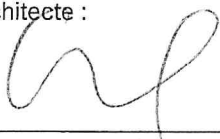
Conseil Régional de : BRETAGNE

Téléphone : 0 2 2 3 2 5 3 5 3 7 ou Télécopie : ..... ou

Adresse électronique : ..... c.daval@ekum.archi

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :



Cachet de l'architecte :

**SAS EKUM**  
9, bis rue Poullain Duparc  
35000 RENNES  
Tél. 02.99.79.46.77

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous<sup>2</sup> :

Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

<sup>1</sup> En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

<sup>2</sup> Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;

- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150m<sup>2</sup> de surface de plancher ;

- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m<sup>2</sup> ;

- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m<sup>2</sup>.

## 6 - Objet de la modification

Description des modifications apportées à votre projet :

- Modification de la surface du bâtiment B (locaux sociaux et administratifs)
- Modification du mur coupe-feu entre bâtiment production et produits finis
- Mise à jour des ouvertures
- Ajout d'un portail pour les PL
- Mise à jour du parking existant avec ajout de places
- Modification des baches incendie et du bassin de retention et d'orage
- Suppression du photovoltaïque sur toiture

PC 0291051900045 no 1

## 7 - Superficies (Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Elles annulent et remplacent les informations données à l'occasion de l'autorisation antérieure)

Superficie totale du (ou des) terrain(s) (en m<sup>2</sup>) : .....

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m<sup>2</sup>) : .....

## 8 - Informations complémentaires (Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Elles annulent et remplacent les informations données à l'occasion de l'autorisation antérieure)

• Nombre total de logements créés : ..... dont individuels : ..... dont collectifs : .....

• Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :

Logement Locatif Social ..... Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) ..... Prêt à taux zéro .....

Autres financements : .....

• Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale)  Vente  Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale  Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine  Garage  Véranda  Abri de jardin

Autres annexes à l'habitation

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées  Résidence pour étudiants  Résidence de tourisme

Résidence hôtelière à vocation sociale  Résidence sociale  Résidence pour personnes handicapées

Autres, précisez : .....

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : .....

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce ..... 2 pièces ..... 3 pièces ..... 4 pièces ..... 5 pièces ..... 6 pièces et plus .....

• Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : .....

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension  Surélévation  Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

Transport  Enseignement et recherche  Action sociale   
Ouvrage spécial  Santé  Culture et loisir

## 9 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

(Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Dans ce cas, ce tableau doit être rempli intégralement. Il annule et remplace le précédent).

9.1 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

Surface de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>4</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>5</sup> (C)	Surface supprimée <sup>6</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>5</sup> (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux		976				976
Commerce						
Artisanat <sup>7</sup>						
Industrie		8048				8048
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m <sup>2</sup> )		9024				9024

PC0291051900045 N01

3 Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

6 Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

7 L'activité d'artisan est définie par la loi n°96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».



(Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Dans ce cas, ce tableau doit être rempli intégralement. Il annule et remplace le précédent)

9.2 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 9.1).

Surface de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations <sup>4</sup>	Sous-destinations <sup>5</sup>	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>6</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (C)	Surface supprimée <sup>9</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (E)	Surface totale=(A)+(B)+(C)-(D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m <sup>2</sup> )							

PC 0291051900045 n01

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

**10 - Stationnement** (Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Elles annulent et remplacent les informations données à l'occasion de l'autorisation antérieure)

**Nombre de places de stationnement**

Avant réalisation du projet : 160 Après réalisation du projet : 182

**Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet**

Adresse(s) des aires de stationnement :

Nombre de places :  
Surface totale affectée au stationnement : m<sup>2</sup>, dont surface bâtie : m<sup>2</sup>

**Pour les commerces et cinémas :**

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement :

**11 - Participation pour voirie et réseaux** (Ne remplir que si la demande de modification concerne ces informations. Elles annulent et remplacent les informations données à l'occasion de l'autorisation antérieure)

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur :

Madame  Monsieur  Personne morale

Nom : Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro : Voie : PC0291051900045 NO1

Lieu-dit : Localité :


Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

**12 - Engagement du (ou des) demandeurs**

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.<sup>8</sup>  
Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.  
J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.  
Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le Code de l'urbanisme.

À LANDIVISIAU  
Le : 13 08 20

  
Signature du (des) demandeur(s)

**Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet**

- Vous devrez produire :**
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
  - un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
  - un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
  - deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
  - deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.  
Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

<sup>8</sup> Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :  
- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;  
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;  
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;

## Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Préfixe :    Section :   Numéro :

Surperficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : .....

Surperficie totale du terrain (en m<sup>2</sup>) : .....

PC 02.91.051900045 no 1



## Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions en cas de modification d'un permis délivré en cours de validité

### Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

PC 029 105 19 00045 M 01  
 PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier N° de modif

PC 0291051900045

### 1 - Renseignements concernant la construction ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être **obligatoirement renseignées**, quelle que soit la nature de la modification :

Surface taxable (1) totale de la construction avant modification, hors annexes à usage de stationnement (2 bis) : .....9024 m<sup>2</sup>

Surface taxable (1) totale de la construction après modification, hors annexes à usage de stationnement (2 bis) : ..... m<sup>2</sup>

Surface taxable des annexes à usage de stationnement intérieur des locaux (2 bis), avant modification : ..... m<sup>2</sup>

Surface taxable des annexes à usage de stationnement intérieur des locaux (2 bis), après modification : ..... m<sup>2</sup>

### 1.2 - Destination des constructions modifiées et tableau des surfaces taxables (1) modifiées

#### 1.2.1 - Surfaces taxables des locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements avant modification	Nombre total de logements après modification	Avant modification (1)		Après modification (1)	
				Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)						
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)						
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)						
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)						
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)							
Nombre total de logements							
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé						
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS						
	Bénéficiant d'autres prêts aidés						

**1.2.2 – Surfaces taxables de locaux non destinés à l'habitation**

	Nombre		Avant modification (1)		Après modification (1)	
	avant modification	après modification	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m <sup>2</sup> (9)						
Total des surfaces créées ou supprimées, y compris les surfaces des annexes						
Locaux industriels et leurs annexes			9024			
Locaux artisanaux et leurs annexes						
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)						
Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)						
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)						

PC 02 91 05 19 000 4 5 NO1

	Surfaces créées avant modification	Surfaces créées après modification
Parc de stationnement couvert faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)		

**1.3 – Autres éléments soumis à la taxe d'aménagement et modifiés**

	avant modification	après modification
Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :	160	182
Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine :	.....m <sup>2</sup>	.....m <sup>2</sup>
Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :		
Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :		
Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m :		
Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol :	.....m <sup>2</sup>	.....m <sup>2</sup>

**2 - Autres renseignements**

(Explications concernant votre projet de modification ou informations complémentaires pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date 13.01.20  
 Nom et Signature du déclarant  
 M. BARREAU Fabrice

Si vous faites une modification de votre permis initial, dont la demande avait été faite avant le 1<sup>er</sup> mars 2012, risquant d'entraîner une diminution des taxes applicables avant le 1<sup>er</sup> mars 2012 (TLE et ses taxes annexes), vous devez déposer une réclamation auprès du service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département.

# Récépissé de dépôt d'une demande de modification d'un permis délivré en cours de validité

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de modification d'un permis délivré en cours de validité. Le délai d'instruction de votre dossier est de :

- deux mois pour les demandes de modification d'un permis de construire une maison individuelle
- trois mois pour les demandes de modification d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager

- Si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis modificatif tacite.
- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai initial ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai, vous pourrez commencer les travaux <sup>1</sup> après avoir :
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC0291051900045 M01  
déposée à la mairie le : 13-02-2020

fera l'objet d'un permis modificatif tacite<sup>2</sup> à défaut de réponse de l'administration dans le délai de deux mois ou trois mois (mentionné ci-dessus) après la date de dépôt en mairie. Les travaux pourront alors être exécutés affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :

**Délais et voies de recours :** Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

**Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :** Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE**

Département du *FINISTERE*  
Arrondissement de *MORLAIX*  
Canton de *LANDIVISIAU*  
Commune de *LANDIVISIAU*

**ACCORD DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF**  
**avec prescriptions**  
Délivré par  
Le Maire au nom de la commune  
Dossier N° : **PC 029 105 19 00045M01**

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

**Type de demande :** Permis de construire

**Déposé le :** 13/02/2020

**Par :**

**SAS MARINE HARVEST KRITSEN**

**Monsieur BARRÉAU Fabrice**

Z.A.E. du Vern – rue du Pontic

29400 LANDIVISIAU

**Sur un terrain sis à :**

Parcelle cadastrée section ZC N° 0280, ZC N° 0283, ZC N° 0326

ZC N° 0357, ZC N° 0291, ZC N° 0351, ZC N° 0336

ZC N° 0354 et ZC N° 0284

Superficie du terrain : 6 859 m<sup>2</sup>, 5 719 m<sup>2</sup>, 9 516 m<sup>2</sup>, 447 m<sup>2</sup>,  
2 700 m<sup>2</sup>, 44 m<sup>2</sup>, 4 364 m<sup>2</sup>, 73 m<sup>2</sup>, 7 853 m<sup>2</sup>

Surface taxable totale de la construction avant modification :  
9 462 m<sup>2</sup>

Surface taxable totale de la construction après modification :  
9 024 m<sup>2</sup>

*Arrêté portant la référence N° 19/00045M01*  
*Modification de la surface du bâtiment B (locaux sociaux et administratifs)*  
*Modification du mur coupe-feu entre bâtiment production et produits finis*  
*Mise à jour des ouvertures – ajout d'un portail pour le PL*  
*Mise à jour du parking existant avec ajout de places*  
*Modification des bâches incendie et du bassin de rétention et d'orage*  
*Suppression du photovoltaïque sur toiture*

**Le Maire,**

VU la demande de Permis de construire susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.422-1 et suivants, et R.422-1 et suivants,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24/03/2017, rendu exécutoire le 30/03/2017, révisé le 13/12/2019 et rendu exécutoire le 20/12/2019,  
VU le permis de construire N° 029 105 19 00045 en date du 6 janvier 2020,  
VU la demande de permis de construire modificatif formulée le 13/02/2020,  
VU l'avis favorable assorti de préconisation du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère en date du 24/03/2020,

VU le décret N° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée,

## ARRÊTE

### Article un :

Le permis de construire modificatif est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions et motivations suivantes :

- le pétitionnaire devra se conformer aux préconisations émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère, service prévision dont avis ci-annexé.

### Article deux :

Les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

### Article trois :

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

### Article quatre :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle est exécutoire de plein droit à compter de sa réception.

### Article cinq :

L'avis de dépôt de la présente déclaration préalable a été affiché en Mairie le 13/02/2020 (article R424-5 du Code de l'Urbanisme modifié par décret N° 2018-617 du 17 juillet 2018 – art.6).

### Article six :

Le présent arrêté peut être contesté auprès du Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet **www.telerecours.fr**

**NB :** Le projet réalisé, conformément à la présente autorisation, est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive dont le montant sera notifié ultérieurement par la Direction des Services Fiscaux.

Fait à Landivisiau, le

**17 AVR. 2020**

**Le Maire,  
Laurence CLAISSE**

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture, le... **17 AVR. 2020**

Et de la publication, le... **17 AVR. 2020**

Fait à Landivisiau le... **17 AVR. 2020**

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur Général des Services

Pascal NANTEL,





Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive

---

## INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de **trois ans** à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification.

P.J. n°12. Compatibilité avec les  
plans et programmes



ZONE D'ACTIVITE DU VERN  
29400 Landivisiau

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PJ 12 : établissement de la compatibilité aux  
Plans et Programmes**

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version	MARINE HARVEST KRITSEN
02/10/2020	19292492	MB	AB	2.0	Demande d'enregistrement

# 1 SDAGE ET SAGE

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifiée par l'ordonnance du 18 septembre 2000, instaurant l'eau et les milieux aquatiques, comme un patrimoine fragile et commun à tous, a mis en place des outils de planification décentralisée, pour la mise en œuvre de la gestion globale et équilibrée de l'eau :

- Les SDAGE – Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux – pour chacun des six grands bassins hydrographiques français. Ils déterminent les orientations fondamentales, d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre,
- Les SAGE – Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux – élaborés à une échelle plus locale, pour des unités hydrographiques cohérentes : bassin versant d'une rivière, aquifère ou zone homogène du littoral. Son élaboration vise à concilier les besoins de l'ensemble des usagers de l'eau (agriculture, industries, eau potable, pêche, tourisme, ...) avec les besoins pour le bon fonctionnement du milieu naturel, dans un objectif de protection quantitative et qualitative des ressources en eau.

Ces schémas constituent des documents de planification, ayant une portée juridique envers les décisions prises par l'Etat et les collectivités locales, dans le domaine de l'eau. Le projet de MARINE HARVEST KRITSEN à Landivisiau est situé sur le territoire du SDAGE du bassin Loire Bretagne et sur le SAGE de l'Elorn.

## 1.1 SDAGE LOIRE-BRETAGNE

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le nouveau schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre 2015 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

En 2015, 26% des eaux étaient en bon état et 20% s'en approchaient. C'est pourquoi l'objectif de 61% des eaux, déjà énoncé en 2010 a été maintenu. C'est un objectif qui nécessite que chacun des acteurs se mobilise.

- L'état à travers ses missions de coordination, de programmation et de police des eaux,
- Les élus gestionnaires des collectivités et des établissements publics locaux auxquels les lois de décentralisation confèrent un large pouvoir de décision,
- Les divers usagers et leurs groupements sociaux - professionnels et associatifs,
- Les citoyens, car les gestes au quotidien de chacun d'entre nous conditionnent la réussite des politiques environnementales.

Par rapport au SDAGE précédent, 10% des nappes d'eaux souterraines sont passées en bon état : elles contiennent moins de polluants ou elles sont moins impactées par les prélèvements d'eau. En Bretagne, la qualité des eaux s'est sensiblement améliorée.

Le SDAGE 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du SDAGE 2010-2015 pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises.

Pour atteindre l'objectif de 61% des eaux en bon état d'ici 2021, il apporte deux modifications de fond :

- Le rôle des commissions locales de l'eau et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est renforcé : les SAGE sont des outils stratégiques qui déclinent les objectifs du SDAGE sur leur territoire. Le SDAGE renforce leur rôle pour permettre la mise en place d'une politique de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, en lien avec les problématiques propres au territoire concerné.
- La nécessaire adaptation au changement climatique est mieux prise en compte : il s'agit de mieux gérer la quantité d'eau et de préserver les milieux et les usages. Priorité est donc donnée aux économies d'eau, à la prévention des pénuries, à la réduction des pertes sur les réseaux, à tout ce qui peut renforcer la résilience des milieux aquatiques.

Le SDAGE répond à quatre questions importantes :

- Qualité des eaux : que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques, et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?
- Milieux aquatiques : comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ?
- Quantité disponible : comment protéger la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?
- Organisation et gestion : comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

Pour répondre à ces questions, 14 chapitres définissent les grandes orientations et les dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau.

1 - Repenser les aménagements des cours d'eau : les modifications physiques des cours d'eau perturbent le milieu aquatique et entraînent une dégradation de son état.

2 - Réduire la pollution par les nitrates : Les nitrates ont des effets négatifs sur la santé humaine et le milieu naturel.

3 - Réduire la pollution organique et bactériologique : Les rejets de pollution organique sont susceptibles d'altérer la qualité biologique des milieux ou d'entraver certains usages.

4 - Maitriser et réduire la pollution par les pesticides : Tous les pesticides sont toxiques au-delà d'un certain seuil. Leur maîtrise est un enjeu de santé publique et d'environnement.

5 - Maitriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses : Leur rejet peut avoir des conséquences sur l'environnement et la santé humaine, avec une modification des fonctions physiologiques, nerveuses et de reproduction.

6 - Protéger la santé en protégeant la ressource en eau : Une eau impropre à la consommation peut avoir des conséquences négatives sur la santé. Elle peut avoir un impact en cas d'ingestion lors de baignades, par contact cutané ou par inhalation.

7 - Maitriser les prélèvements d'eau : Certains écosystèmes sont rendus vulnérables par les déséquilibres entre la ressource disponible et les prélèvements. Ces déséquilibres sont particulièrement mis en évidence lors des périodes de sécheresse.

8 -Préserver les zones humides : Elles jouent un rôle fondamental pour l'interception des pollutions diffuses, la régulation des débits des cours d'eau ou la conservation de la biodiversité.

9 - Préserver la biodiversité aquatique : La richesse de la biodiversité aquatique est un indicateur du bon état des milieux. Le changement climatique pourrait modifier les aires de répartition et de comportement des espèces.

10 - Préserver le littoral : Le littoral Loire-Bretagne représente 40 % du littoral de la France continentale. Situé à l'aval des bassins versants et réceptacle de toutes les pollutions, il doit concilier activité économique et maintien d'un bon état des milieux et des usages sensibles.

11 - Préserver les têtes de bassins versants : Ce sont des lieux privilégiés dans le processus d'épuration de l'eau, de régulation des régimes hydrologiques et elles offrent des habitats pour de nombreuses espèces. Elles sont très sensibles et fragiles aux dégradations.

12 - Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques : La gestion de la ressource en eau ne peut se concevoir qu'à l'échelle du bassin versant. Cette gouvernance est également pertinente pour faire face aux enjeux liés au changement climatique.

13 - Mettre en place des outils réglementaires et financiers : La directive cadre européenne sur l'eau énonce le principe de transparence des moyens financiers face aux usagers. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques renforce le principe « pollueur-payeur ».

14 - Informer, sensibiliser, favoriser les échanges : La directive cadre européenne et la Charte de l'environnement adossée à la Constitution française mettent en avant le principe d'information et de consultation des citoyens.

**Un tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Loire-Bretagne est fourni dans ce document.**

Le SDAGE et son programme regroupent des sujets très variés. Il a été considéré que l'évaluation du projet dans le cadre de certains enjeux n'était pas pertinente. Dans ce cas, afin de favoriser une bonne lecture du tableau sur les enjeux importants, le tableau n'est pas rempli lorsque « non » est écrit dans la colonne « concerne le projet ».

Pour chaque objectif général en première colonne du tableau, les implications du projet ont été vérifiées. Lorsque qu'aucun lien direct ou indirect évident entre le projet et l'objectif n'a pu être dégagé, il a été considéré qu'il n'était pas pertinent d'évaluer la compatibilité du projet avec les enjeux qui y sont liés. Par exemple, il n'est pas attendu que le projet (construction et exploitation de l'usine) ait une incidence sur l'aménagement des cours d'eau.

En revanche, lorsqu'un objectif général est jugé pertinent, chaque enjeu lié est étudié individuellement. Des enjeux ne sont pas considérés pertinents lorsque, à l'image d'un objectif général, aucune lien direct ou indirect évident du projet avec l'enjeu n'est détecté. Par exemple, bien que l'objectif « *REDUIRE LA POLLUTION ORGANIQUE ET BACTERIOLOGIQUE* » concerne le projet car il est émetteur d'effluents, l'enjeu lié « *Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes* » ne concerne pas le projet car il ne prévoit pas un tel système. Un enjeu est également considéré non pertinent lorsque la future usine de Marine Harvest Kritsen n'est pas ciblée comme étant porteuse de l'action. Par exemple, sur le volet des prélèvements d'eau, l'enjeu « *Faire évoluer*

*la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal* » concernerait un acteur qui coordonnerait les prélèvements de plusieurs entités, et non une installation industrielle spécifique.

## 1.2 SAGE ELORN

Le bassin versant présente une forte irrégularité des débits directement influencés par les précipitations, une grande variété des milieux et une qualité de l'eau dégradée mais en amélioration.

Le territoire du SAGE de l'Elorn est constitué de 42 communes finistériennes réparties dans 3 communautés :

- Brest métropole océane, Communauté Urbaine
- La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas
- La Communauté de Communes du Pays de Landivisiau

Il compte 286 000 habitants répartis sur 726 km<sup>2</sup>. Une forte activité agricole est installée dans le bassin, ainsi que des activités industrielles dans la zone portuaire et sur le bassin de l'Elorn.

Les priorités définies par sont les suivantes :

- L'enjeu principal porte sur la **qualité des eaux** et sur la satisfaction des usages qui en sont tributaires. Cela concerne principalement l'amélioration de la qualité des eaux superficielles par rapport à la ressource souterraine, et prioritairement les eaux littorales, dont dépendent des usages actuellement nettement perturbés par la contamination bactériologique et les phénomènes d'eutrophisation. En effet, outre le respect des objectifs environnementaux définis par la DCE, l'objectif est de répondre aux besoins de qualité des activités conchylicoles, des activités de baignade et de loisirs, de la pêche et de la pêche à pied. En seconde priorité vient la qualité des eaux douces, pour lesquelles la production d'eau destinée à la consommation humaine représente un enjeu majeur.
- Le second enjeu du SAGE est la **préservation des milieux naturels** que sont les zones humides, le bocage, les milieux aquatiques et la biodiversité estuarienne et marine de la rade. Au sein de cet enjeu, les objectifs sont hiérarchisés comme suit, par ordre décroissant de priorité :
  - o Les zones humides et le maillage bocager, dont il s'agira de préserver voire d'améliorer les fonctionnalités, et la biodiversité associée.
  - o La richesse des milieux naturels littoraux, qu'il s'agira de préserver,
  - o La qualité des cours d'eau et des milieux aquatiques, dans une logique de non-dégradation et de meilleure connaissance.
- Enfin, le troisième enjeu du territoire concerne la **gestion quantitative**. L'objectif est de concilier l'évolution des prélèvements sur la ressource avec le respect des contraintes environnementales spécifiques à chaque cours d'eau. Le thème des inondations fait l'objet d'un paragraphe spécifique dans l'enjeu Gestion quantitative. La plus-value que le SAGE peut apporter dans la gestion de ce risque est relativement limitée, au regard des conclusions des études déjà menées.

**Un tableau de compatibilité du projet avec le SAGE Elorn est fourni dans ce document.**

Le SAGE et son programme regroupent des sujets très variés. Comme dans le cas du SDAGE, il a été considéré que l'évaluation du projet dans le cadre de certaines prescriptions n'était pas pertinente. Dans ce cas, afin de favoriser une bonne lecture du tableau sur les prescriptions importantes, le tableau n'est pas rempli lorsque « non » est écrit dans la colonne « concerne le projet ».

La méthodologie générale d'étude de la pertinence des prescriptions est la même que celle mis en application pour le SDAGE (voir section 1.1)

## **2 LE PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX (PREDD)**

---

Le Plan de prévention et de gestion des déchets dangereux a les ambitions suivantes :

Produire moins de déchets dangereux et réduire leurs nuisances ;

- Être de plus en plus vertueux ;
- Aller chercher les déchets, là où ils sont produits (amélioration de la collecte) ;
- Privilégier le principe de proximité ;
- S'inscrire dans l'économie circulaire.

Les objectifs généraux sont les suivants :

- Objectif 1 : Réduire de 10% à l'échéance du plan la quantité de déchets dangereux générés en Bretagne ;
- Objectif 2 : Maintenir le bon taux de collecte des déchets dangereux non diffus afin de tendre vers 100% ;
- Objectif 3 : Augmenter le taux de collecte des déchets dangereux diffus afin d'atteindre au moins 60% de collecte à l'horizon du Plan ;
- Objectif 4 : Favoriser la proximité et optimiser le traitement en Bretagne.

Pour répondre aux ambitions et objectifs généraux du Plan breton de prévention et de gestion des déchets dangereux, six enjeux principaux ont été identifiés :

- Enjeu 1 : Améliorer et diffuser la connaissance (gisements, pratiques) ;
- Enjeu 2 : Prévenir et limiter la quantité et la nocivité des déchets dangereux ;
- Enjeu 3 : Optimiser le tri, la collecte, le recyclage et la valorisation ;
- Enjeu 4 : Conduire des actions spécifiques sur des déchets dangereux particuliers : DASRI, littoral, amiante, produits phytosanitaires...
- Enjeu 5 : Faciliter la gestion des déchets dangereux en situation de crise ;



- Enjeu 6 : Limiter l'impact des déchets dangereux sur l'environnement et la santé (professionnels, particuliers).

**Un tableau de compatibilité du projet avec le PREDD de la région Bretagne est fourni dans ce document.**

Le PREDD regroupe des sujets variés. Il a été considéré que l'évaluation du projet dans le cadre de certains « domaines thématiques » n'était pas pertinente. Dans ce cas, afin de favoriser une bonne lecture du tableau sur les problématiques importantes, le tableau n'est pas rempli lorsque « non » est écrit dans la colonne « concerne le projet ».

Lorsqu'un enjeu est jugé pertinent, chaque domaine thématique est étudié individuellement. Des domaines thématiques ne sont pas considérés pertinents lorsque des déchets spécifiques ne seront pas générés sur l'installation. C'est le cas des produits phytosanitaires ou de l'amiante. Un domaine thématique est également considéré non pertinent lorsque la future usine de Marine Harvest Kritsen n'est pas ciblée comme étant porteuse de l'action. Par exemple, sur l'enjeu 2, le domaine « *Impulser une dynamique régionale de prévention* » concernerait un acteur régional plutôt qu'une installation industrielle spécifique.

### 3 AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Les plans et programme répertoriés sur le territoire étudié sont listés dans le tableau ci-dessous.

Plan, programme ou schéma	Conformité
<b>Plan de Prévention des risques naturels</b>	Projet non concerné
<b>Plan de Prévention des risques technologiques</b>	Projet non concerné
<b>Plan de Prévention du bruit</b>	Projet non concerné
<b>Programme d'actions régional nitrates</b>	Projet non concerné
<b>Programme d'actions national nitrates</b>	Projet non concerné
<b>Schéma départemental des carrières</b>	Projet non concerné
<b>Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets</b>	Projet non concerné
<b>Plan national de prévention des déchets</b>	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de l'établissement et en limiter la production, conformément au plan national des déchets prévu à l'article L.541-1
<b>Plan de protection de l'atmosphère</b>	Projet non concerné
<b>Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</b>	Grille de conformité fournie en pièce jointe*

\* Le SRCAE est constitué d'orientations, regroupées dans des Thèmes. Il a été considéré que l'évaluation du projet dans le cadre de certaines orientations n'était pas pertinente. Dans ce cas, afin de favoriser une bonne lecture du tableau sur les problématiques importantes, le tableau n'est pas rempli lorsque « non » est écrit dans la colonne « concerne le projet ».

Pour chaque Thème en première colonne du tableau, l'activité de la future usine dans le cadre de ce thème a été vérifiée. Lorsque que l'activité n'est pas liée au thème, il a été considéré qu'il n'était pas pertinent d'évaluer la compatibilité du projet avec les orientations qui y sont liées. Par exemple, l'usine Marine Harvest Kritsen n'aura pas de lien avec l'agriculture ou le transport de personnes.

Lorsqu'un « Thème » est jugé pertinent, chaque orientation est étudiée. Des orientations ne sont pas considérées pertinentes lorsque, à l'image d'un Thème, aucun lien direct ou indirect évident ne peut être établi avec le projet. Par exemple, bien que le Thème « *BÂTIMENT* » concerne le projet car il est prévu une construction, l'orientation liée « *Déployer la réhabilitation de l'habitat privé* » ne concerne pas le projet. Une orientation est également considérée non pertinente lorsque l'usine de Marine Harvest Kritsen n'est pas ciblée comme étant porteuse de l'action. Par exemple, sur l'enjeu 2, l'action d'« *accompagner la réhabilitation du parc tertiaire* » ne concernerait pas une installation industrielle spécifique.

## NOUVELLE USINE MARINE HARVEST KRITSEN : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PREDD BRETAGNE

ENJEUX	DOMAINES THEMATIQUES	CONCERNE LE PROJET	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE
ENJEU 1 : AMELIORER ET DIFFUSER LA CONNAISSANCE	Améliorer la connaissance	non		
	Informier, sensibiliser, former	non		
	Planifier, suivre, évaluer	non		
ENJEU 2 : PREVENIR ET LIMITER LA QUANTITE ET LA NOCIVITE DES DECHETS DANGEREUX	Impulser une dynamique régionale de prévention	non		
	Favoriser le déploiement d'opérations concrètes de prévention	non		
ENJEU 3 : OPTIMISER LE TRI, LA COLLECTE, LE RECYCLAGE ET LA VALORISATION	Contribuer à l'amélioration des taux de collecte des DD en Bretagne	oui	Tous les déchets seront collectés pour être traités et valorisés. La nature des déchets (y compris les déchets dangereux), leur quantité, le mode de valorisation et les repreneurs ont été déterminés en amont du projet dans le cadre de ce dossier.	oui
	Optimiser le tri, le recyclage et la valorisation	oui		oui
	Optimiser et limiter le transport	oui	La définition des modes de stockage des déchets est effectuée dans le cadre de ce dossier. Ce stockage des déchets triés permet d'en organiser finement le transport, de façon optimisée. Les camions pourront donc être remplis au maximum de leur capacité afin d'optimiser le transport.	oui
	Limiter le stockage	oui	Le stockage des déchets banals sur site est limité à la capacité des bennes et containers décrits dans le cadre de ce dossier.	oui
ENJEU 4 : CONDUIRE DES ACTIONS SPECIFIQUES SUR DES DECHETS DANGEREUX PARTICULIERS	DASRI: Poursuivre la dynamique engagée pour renforcer les échanges et la mutualisation des outils	non		
	Littoral - Appréhender, limiter et bien gérer les déchets dangereux des activités liées à la mer	non		
	Amiante - Développer une méthodologie régionale et accompagner des opérations exemplaires	non		
	Produits phytosanitaires - Contribuer à la dynamique régionale engagée pour la protection des eaux bretonnes par le déploiement d'actions complémentaires de prévention et de gestion de ces déchets dangereux particuliers	non		
ENJEU 5 : FACILITER LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX EN SITUATION DE CRISES	-	oui	Tous les déchets dangereux sont identifiés au stade projet dans le cadre de ce dossier. Ils seront collectés par une entreprise spécialisée pour être traités et valorisés	oui
ENJEU 6 : LIMITER L'IMPACT DES DECHETS DANGEREUX SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE	-	oui		oui

**NOUVELLE USINE MARINE HARVEST KRITSEN : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE ELORN**

THEME	THEME SECONDAIRE	OBJECTIF	PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS	CONCERNE LE SITE	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE
QUALITE DES EAUX ET SATISFACTION DES USAGES TRIBUTAIRES	1) TRANSMISSION DES DONNEES A LA STRUCTURE PORTEUSE DU SAGE	-	Prescription Q.1 : Transmission des données à la structure porteuse du SAGE	non		
	2) BACTERIOLOGIE	2.1) OBJECTIFS, DELAIS ET SECTEURS PRIORITAIRES	Prescription Q.2 : Objectifs de qualité bactériologique des eaux conchyliques et des eaux de baignade	non		
			Prescription Q.3 : Zones prioritaires pour les prescriptions du SAGE sur le volet bactériologique	non		
		2.2) AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Prescription Q.4 : Fiabilisation des réseaux de collecte des eaux usées, et maîtrise hydraulique des transferts.	non		
			Prescription Q.5 : Mise en conformité des branchements défectueux	non		
			Prescription Q.6 : Sensibilisation des usagers à la conformité des raccordements et des installations d'assainissement	non		
		2.3) AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Prescription Q.7 : Mise en conformité des « points noirs » de l'assainissement non collectif	non		
			Prescription Q.8 : Modalités d'intervention pour l'amélioration de l'assainissement non collectif	non		
			Recommandation Q.9 : Cas des installations d'assainissement individuel non conformes mais sans impact avéré au milieu	non		
		2.4) REDUCTION DES SOURCES DE CONTAMINATION AGRICOLES	Prescription Q.10 : Diagnostics des risques de contamination bactériologique à partir des exploitations agricoles	non		
			Prescription Q.11 : Aménagement de lieux d'abreuvement pour le bétail en bord de cours d'eau	non		
		3) EUTROPHISATION	3.1) OBJECTIF DE REDUCTION DES FLUX DE NITRATES	Prescription Q.12 : Objectif de flux et de concentration moyens de nitrates à l'échelle du SAGE	non	
	3.2) MOYENS ASSOCIES		Prescription Q.13 : Achever la résorption des excédents structurels d'azote	non		
			Recommandation Q.14 : Démarche d'animation ciblée sur les sous-bassins versant prioritaires	non		
			Prescription Q.15 : Programme d'action spécifique aux rejets des serres	non		
			Prescription Q.16 : Prise en compte et respect de l'équilibre de fertilisation	non		
			Recommandation Q.17 : Développement des systèmes agricoles à faible niveau d'intrants	non		
	3.3) MESURES PALLIATIVES ET D'ACCOMPAGNEMENT		Recommandation Q.18 : Elimination régulière du stock sous-marin d'ulves	non		
		Prescription Q.19 : Gestion des eaux de ballast et des sédiments des navires	non			
	4) POLLUTIONS ACCIDENTELLES	4.1) RENFORCER LA PREVENTION	Prescription Q.20 : Diagnostic spécifique au risque de pollution accidentelle	non		
			Prescription Q.21 : Sensibilisation des usagers d'une cuve à fioul	non		
			Recommandation Q.22 : Valorisation de la gestion du risque de pollution accidentelle par une procédure de certification environnementale	non		
			Prescription Q.23 : Gestion du risque de pollution accidentelle sur les principales zones industrielles ou militaires	non		
		4.2) FORMALISER LES PROCEDURES D'INTERVENTION	Recommandation Q.24 : Formalisation des procédures d'intervention	non		
	5.1) UTILISATION PAR LES COLLECTIVITES	Recommandation Q.25 : Objectif de réduction de l'utilisation de pesticides	non			
		Prescription Q.26 : Sensibilisation des collectivités publiques à la problématique et aux techniques alternatives	non			
		Recommandation Q.27 : Conception et aménagement des espaces urbains.	non			
		Prescription Q.28 : Plans de désherbage communaux	non			

**NOUVELLE USINE MARINE HARVEST KRITSEN : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE ELORN**

THEME	THEME SECONDAIRE	OBJECTIF	PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS	CONCERNE LE SITE	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE		
	5) PESTICIDES	5.2) AUTRES UTILISATIONS NON AGRICOLES	Recommandation Q.29 : Sensibilisation des autres utilisateurs non agricoles à la problématique et aux techniques alternatives	non				
		5.3) UTILISATIONS AGRICOLES	Prescription Q.30 : Sensibilisation des exploitants agricoles à la problématique et aux techniques alternatives	non				
		5.4) REDUCTION DU RISQUE DE TRANSFERT PAR RUISSELLEMENT/ EROSION	-	non				
	6) AUTRES MICRO POLLUANTS (METAUX, HYDROCARBURES...)	6.1) CONNAISSANCE		Prescription Q.31 : Connaissance du niveau de contamination des sols et des risques d'entraînement	non			
				Prescription Q.32 : Sensibilisation des artisans sur le prétraitement des eaux usées avant rejet au réseau	non			
				Prescription Q.33 : Connaissance des sources et risques de pollutions sur le bassin versant de la Penfeld	non			
		6.2) ORGANISATION DU CARENAGE		Prescription Q.34 : Création d'aires de carénage pour la plaisance	non			
				Prescription Q.35 : Information des plaisanciers	non			
				Prescription Q.36 : Gestion des carénages des grandes unités	non			
	7) MACROPOLLUANTS	-		Prescription Q.37 : Amélioration du traitement des eaux usées	non			
				Prescription Q.38 : Respect de normes de rejets des piscicultures conformes à la réglementation et compatibles avec l'acceptabilité du milieu	non			
	QUALITE DES MILIEUX ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1) PRESERVER LA BIODIVERSITE ET LES FONCTIONNALITES LIEES AUX ZONES HUMIDES	1.1) CONNAISSANCE ET PROTECTION		Prescription M.1 : Prise en compte des zones humides connues, avant les inventaires.	non		
					Prescription M.2 : Réalisation des inventaires des zones humides	non		
				Prescription M.3 : Cahier des charges pour l'inventaire des zones humides	non			
				Prescription M.4 : Prise en compte des inventaires de zones humides dans les documents locaux d'urbanisme	non			
				Prescription M.5 : Compensation des pertes de zones humides	non			
1.2) PROGRAMMES PUBLICS DE GESTION DES ZONES HUMIDES ET DES COURS D'EAU				Prescription M.6 : Coordination des programmes publics d'entretien et de restauration des zones humides et des cours d'eau	non			
				Recommandation M.7 : Aboutissement de la démarche Natura 2000	non			
2) PRESERVER/AMELIORER LES FONCTIONNALITES DU BOCAGE		-		Prescription M.8 : Projet territorial de conservation/restauration du bocage	non			
				Recommandation M.9 : Prise en compte des éléments d'intérêt paysager dans les documents d'urbanisme	non			
3) PRESERVER LES RICHESSES ET LA DIVERSITE BIOLOGIQUE DE LA RADE DE BREST		-		Recommandation M.10 : Mise en place d'une gestion intégrée des usages maritimes en rade de Brest et dans l'estuaire de l'Elorn	non			
				Recommandation M.11 : Suivi des populations d'espèces emblématiques	non			
				Recommandation M.12 : Inventaire régulier des espèces envahissantes en rade de Brest et dans l'estuaire de l'Elorn	non			
4) ATTEINDRE ET MAINTENIR LE BON ETAT ECOLOGIQUE SUR L'ENSEMBLE DES COURS D'EAU		4.1) CONNAISSANCE ET PROTECTION		Prescription M.13 : Inventaires des cours d'eau (et en particulier des têtes de bassin versant)	non			
				Prescription M.14 : Prise en compte des Inventaires de cours d'eau	non			
		4.2) CONTINUITE DE LA CIRCULATION PISCICOLE SUR LES COURS D'EAU		Prescription M.15 : Inventaires des obstacles à la circulation des poissons migrateurs	non			
				Prescription M.16 : Aménagement des ouvrages faisant obstacle à la circulation des poissons migrateurs	non			
				Prescription M.17 : Gestion spécifique des débits sur l'Elorn, en faveur de la montaison du saumon	non			
		4.3) PLANS D'EAU		Prescription M.18 : Inventaires des plans d'eau	non			
				Prescription M.19 : Conditions pour la création de plans d'eau	non			
			4.4) ESPECES AQUATIQUES ENVAHISSANTES		Prescription M.20 : Inventaire des espèces aquatiques envahissantes	non		
	Recommandation M.21 : Mobilisation des acteurs et mise en cohérence de l'action « espèces envahissantes »	non						
1) ADAPTATION DE LA GESTION QUANTITATIVE A L'EVOLUTION DES PRELEVEMENTS	-		Prescription D.1 : Amélioration de la continuité biologique	non				
			Prescription D.2 : Adaptation des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable	non				
			Prescription D.3 : Objectif de débit au point nodal de Pont-Ar-Bled	non				

**NOUVELLE USINE MARINE HARVEST KRITSEN : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE ELORN**

THEME	THEME SECONDAIRE	OBJECTIF	PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS	CONCERNE LE SITE	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE
DISPONIBILITE DE LA RESSOURCE ET RISQUE D'INONDATION	2) POLITIQUE D'ECONOMIES D'EAU	2.1) SENSIBILISATION DES USAGERS	Prescription D.4 : Bilan des initiatives locales et plan de communication/ sensibilisation.	non		
		2.2) OPTIMISATION DU FONCTIONNEMENT DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION	Prescription D.5 : Gestion des niveaux de pression dans les réseaux de distribution d'eau potable	non		
			Prescription D.6 : Rendement des réseaux de distribution d'eau potable	non		
		2.3) REDUCTION DES CONSOMMATIONS D'EAU	Prescription D.7 : Mise en place de systèmes économes en eau dans les bâtiments et espaces publics	non		
			Recommandation D.8 : Mise en place de systèmes économes en eau dans les bâtiments et espaces privés	oui	La consommation d'eau sera enregistrée quotidiennement afin de prévenir toute consommation anormale et fuite d'eau. L'utilisation d'un matériel adapté pour le lavage permet d'optimiser la consommation en eau.	oui
			Prescription D.9 : Développement de la récupération des eaux pluviales et de l'utilisation d'eaux alternatives	non		
	Recommandation D.10 : Tarification de l'eau		non			
	3) CONNAISSANCE ET SUIVI DE LA RESSOURCE SOUTERRAINE	Recommandation D.11 : Mise en place d'un observatoire des captages et forages d'eau	non			
		Recommandation D.12 : Relations contractuelles entre collectivités et gros consommateurs d'eau potable	oui	Les besoins en eau de l'usine sont évalués dès le stade projet dans le cadre de ce dossier, ce qui permet de concilier au mieux les besoins en eau de l'usine, notamment en période estivale, avec l'offre du réseau public.	oui	
	4) PREVENTION DES INONDATIONS	4.1) REDUCTION DE L'IMPACT DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX DE RUISSELLEMENT	Prescription D.13 : Elaboration des schémas directeurs de gestion des eaux pluviales	non		
			Prescription D.14 : Réalisation des zonages communaux d'assainissement des eaux pluviales	non		
			Prescription D.15 : Gestion des eaux pluviales : ouvrages d'infiltration, de stockage, de traitement	oui	La gestion des eaux pluviales sur le site de la future usine est abordée dès le stade projet dans le cadre de ce dossier. Une collecte des eaux pluviales et un bassin de rétention précisément dimensionné, avec vanne de confinement et traitement par séparateur à hydrocarbures sont prévus.	oui
		4.2) SENSIBILISATION DE LA POPULATION	Prescription D.16 : Entretien de la culture du risque d'inondation	non		

NOUVELLE USINE MARINE HARVEST LANDIVISIAU : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE

OBJECTIF GENERAL	ENJEU	CONCERNE LE PROJET	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILTE
REPENSER LES AMENAGEMENTS DES COURS D'EAU	Prévenir toute nouvelle dégradation du milieu	Non		
	Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues	Non		
	Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Non		
	Favoriser la prise de conscience	Non		
	Améliorer la connaissance	Non		
RÉDUIRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES	Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire	Non		
	Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux	Non		
	Développer l'incitation sur les territoires prioritaires	Non		
	Améliorer la connaissance	Non		
RÉDUIRE LA POLLUTION ORGANIQUE ET BACTÉRIOLOGIQUE	Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore	Oui	Les effluents de la future usine seront prétraités sur site puis dirigés vers le réseau d'assainissement collectif communal.	Oui
	Prévenir les apports de phosphore diffus	Non		
	Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents	Oui	Les effluents de la future usine seront intégralement collectés	Oui
	Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée	Oui	La gestion des eaux pluviales est détaillée en phase projet dans le cadre de ce dossier. Elle est décrite dans le dossier, le dimensionnement du bassin d'orage est fourni.	Oui
	Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes	Non		
MAÎTRISER ET RÉDUIRE LA POLLUTION PAR LES PESTICIDES	Réduire l'utilisation des pesticides	Non		
	Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses	Non		
	Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et les infrastructures publiques	Non		
	Développer la formations des professionnels	Non		
	Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides	Non		
	Améliorer la connaissance	Non		
MAÎTRISER ET RÉDUIRE LES POLLUTIONS DUES AUX SUBSTANCES DANGEREUSES	Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances	Non		
	Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives	Oui	L'ancienne usine a pris part à l'action RSDE dans le cadre d'une surveillance initiale, puis d'une surveillance pérenne. Il est prévu que le plan de surveillance du site soit mis à jour selon les préconisation de l'arrêté du 24/08/17.	Oui
	Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	Non		
PROTÉGER LA SANTÉ EN PROTÉGEANT LA RESSOURCE EN EAU	Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable	Non		
	Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages	Non		
	Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages	Non		
	Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages	Non		
	Réserver certaines ressources à l'eau potable	Non		
	Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles* en eaux continentales et littorales	Non		
	Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants	Non		

OBJECTIF GENERAL	ENJEU	CONCERNE LE PROJET	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE
MAÎTRISER LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau	Oui	Les besoins en eau de l'usine sont évalués dès le stade projet dans le cadre de ce dossier, ce qui permet d'anticiper au mieux les besoins en eau de l'usine, notamment en période estivale. La consommation d'eau sera enregistrée quotidiennement afin de prévenir toute consommation anormale et fuite d'eau. L'utilisation d'un matériel adapté pour le lavage permet d'optimiser la consommation en eau.	Oui
	Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage	Oui	Le site du projet relève de la disposition 7B-2. Les prélèvements dans la ressource en eau ne sont pas plafonnés à leurs niveaux actuels. Le prélèvement dans le forage du site sera marginal par rapport au prélèvement dans le réseau public.	Oui
	Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4	Non		
	Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal	Non		
	Gérer la crise	Non		
PRÉSERVER LES ZONES HUMIDES	Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités	Oui	Le site du projet n'est pas localisé en zone humide. La présence de zones humides autour du site a été cartographiée dans le cadre de ce dossier. Les incidences sur ces zones ont été évaluées. Compte tenu de l'aménagement et l'exploitation du site n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur ces zones. Notamment, la gestion des eaux prévue sur le site permet d'éviter tout transfert de polluants ou de volumes excédentaires vers ces zones sensibles.	Oui
	Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités	Oui		Oui
	Préserver les grands marais littoraux	Non		
	Favoriser la prise de conscience	Non		
	Améliorer la connaissance	Non		
PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ AQUATIQUE	Restaurer le fonctionnement des circuits de migration	Non		
	Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats	Non		
	Mettre en valeur le patrimoine halieutique	Non		
	Contrôler les espèces envahissantes	Non		
PRÉSERVER LE LITTORAL	Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition	Non		
	Limiter ou supprimer certains rejets en mer	Non		
	Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade	Non		
	Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle	Non		
	Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones de pêche à pied de loisir	Non		
	Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement	Non		
	Améliorer la connaissance des milieux littoraux	Non		
	Contribuer à la protection des écosystèmes littoraux	Non		
Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins	Non			
PRÉSERVER LES TÊTES DE BASSINS VERSANTS	-	Non		
FACILITER LA GOUVERNANCE LOCALE	-	Non		
METTRE EN PLACE DES OUTILS RÉGLEMENTAIRES	-	Non		
INFORMER, SENSIBILISER, FAVORISER LES ÉCHANGES	-	Non		



**NOUVELLE USINE MARINE HARVEST KRITSEN : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SRCAE BRETAGNE**

THEME	ORIENTATIONS	CONCERNE LE PROJET	MESURES MISES EN PLACE	COMPATIBILITE
Bâtiment	Déployer la réhabilitation de l'habitat privé	non		
	Poursuivre la réhabilitation performante et exemplaire du parc de logement social	non		
	Accompagner la réhabilitation du parc tertiaire	non		
	Généraliser l'intégration des énergies renouvelables dans les programmes de construction et de réhabilitation	non		
	Développer les utilisations et les comportements vertueux des usagers dans les bâtiments	non		
Transport de personnes	Favoriser une mobilité durable par une action forte sur l'aménagement et l'urbanisme	non		
	Développer et promouvoir les transports décarbonés et/ou alternatifs à la route	non		
	Favoriser et accompagner les évolutions des comportements individuels vers les nouvelles mobilités	non		
	Soutenir le développement des nouvelles technologies et des véhicules sobres	non		
Transport de marchandises	Maîtriser les flux, organiser les trajets et développer le report modal vers des modes décarbonés	non		
	Optimiser la gestion durable et diffuser l'innovation technologique au sein des entreprises de transports des marchandises	non		
Agriculture	Diffuser la connaissance sur les émissions GES non énergétiques du secteur agricole	non		
	Développer une approche globale climat air énergie dans les exploitations agricoles	non		
	Adapter l'agriculture et la forêt au changement climatique	non		
Aménagement et urbanisme	Engager la transition urbaine bas carbone	non		
	Intégrer les thématiques climat air énergie dans les documents d'urbanisme et de planification	non		
Qualité de l'air	Améliorer la connaissance et la prise en compte de la qualité de l'air	non		
Activités économiques	Intégrer l'efficacité énergétique dans la gestion des entreprises bretonnes (IAA, PME, TPE, exploitations agricoles...)	oui	La reconstruction de l'usine permettra d'améliorer son efficacité énergétique grâce à l'utilisation de nouveaux matériaux plus performants. Des mesures d'efficacité énergétique sont décrites dans le dossier (éclairage LED, récupération de chaleur sur les produciton de froid industriel).	oui
	Généraliser les investissements performants et soutenir l'innovation dans les entreprises industrielles et les exploitations agricoles	oui	La reconstruction de la nouvelle usine est un investissement important qui permet de soutenir l'activité économique du territoire au travers d'un projet performant du point de vue environnemental.	oui
	Mobiliser le gisement des énergies fatales issues des activités industrielles et agricoles	non		
Energies renouvelables	Mobiliser le potentiel éolien terrestre	non		
	Soutenir l'émergence et le développement des énergies marines	non		
	Mobiliser le potentiel éolien offshore	non		
	Accompagner le développement de la production électrique photovoltaïque	non		
	Favoriser la diffusion du solaire thermique	non		
	Soutenir et organiser le développement des opérations de méthanisation	non		
	Soutenir le déploiement du bois-énergie	non		
	Développer les capacités d'intégration des productions d'énergies renouvelables dans le système énergétique	non		
Adaptation	Décliner le PNACC et mettre en œuvre des mesures « sans regret » d'adaptation au changement climatique	non		
Gouvernance	Améliorer et diffuser la connaissance sur le changement climatique et ses effets en Bretagne	non		
	Développer la gouvernance pour favoriser la mise en œuvre du schéma	non		
	Mettre en place un suivi dynamique du schéma	non		